ritique uniste

ue mensuelle

ue Communiste Révolutionnaire

novembre 85 / 14fr.

Sommaire

La beur génération

LES PROGRAMMES **ECONOMIQUES DE LA DROITE**

« L'Etat et l'école en France » un livre d'Edwy Plenel

La classe ouvrière soviétique aujourd'hui

Picasso en son musée

Editorial

L'ultime glissade

VEC l'affaire Greenpeace, la gauche officielle perdait ce qui lui restait en propre : l'attachement proclamé à une certaine morale, le refus d'une raison d'Etat couvrant le crime et le terrorisme d'Etat ; la défense, fût-ce par le seul discours, des droits de l'homme à travers le monde. Ce qu'il lui restait d'identité au terme de cinq années de reniements — reliquat bien maigrelet mais néanmoins essentiel pour se distinguer de la droite classique —, coulait corps et biens. Disparaissait ainsi dans les eaux du Pacifique une réputation sur laquelle le gouvernement et le Parti socialiste comptaient pour rallier leurs partisans contre la droite, en mai 1986.

Il n'aura pas fallu attendre longtemps après l'affaire Greenpeace pour qu'un nouvel événement témoigne de ce qu'un Serge July analyse, dans *Libération*, comme l'achèvement de la « décomposition morale et idéologique » de la gauche : le face à face Fabius-Chirac en aura fourni l'occasion, devant vingt-deux millions de téléspectateurs, sur le terrain décidément fertile de l'insécurité et de l'immigration. Le terreau dont se nourrit Le Pen!

De Fabius à Chirac, de Chirac à Le Pen

« Sur ces principes-là, à une ou deux exceptions près, je crois qu'il n'y aurait pas de désaccords forts. » Telle fut la réponse de l'actuel Premier ministre aux diatribes démagogiques du maire de Paris. Ce dernier venait tout bonnement de promettre le retour aux QHS, la chasse aux travailleurs étrangers clandestins, l'expulsion des immigrés au chômage! Si le discours de Chirac n'avait pas de quoi surprendre, le consensus recherché par Fabius, en de domaine comme en d'autres, officialisait une capitulation ultime. Et là, Fabius n'eut pas à mentir. Il lui a suffi de citer le nombre de refoulements, de reconduites d'étrangers à la frontière. La parole en accord — enfin — avec les actes. Mais quelles paroles! Celles qui justifient, aux yeux de « l'opinion publique », le principe « les Français d'abord ». Celles qui fondent les axiomes racistes assimilant immigration à chômage et insécurité.

Si Le Pen reste seul — mais pour combien de temps? — à préconiser la suppression de la gratuité de l'école pour les enfants d'immigrés, le RPR l'a rejoint quand il prévoit lui aussi de supprimer les allocations familiales aux enfants d'étrangers. Peut-être sont-ce là « une ou deux exceptions » qui échappent au consensus, et que Fabius n'a même pas cru bon de préciser face à Chirac!

Le glissement vers l'extrême droite des thèmes politiques nationaux est d'autant plus grave qu'il s'accompagne de la cristallisation d'un véritable courant politique autour du Front national. Quand Le Pen a émergé, lors des élections municipales à Dreux, les commentateurs ont évoqué la vague poujadiste de 1956 pour rappeler son caractère éphémère. Depuis cette élection, l'ancien parachutiste a volé de succès en succès. Le personnage a résisté à un premier assaut, quand son rôle de tortionnaire pendant la guerre d'Algérie fut largement révélé. En vain : son public ne s'arrête pas à si peu, Le Pen franchit l'obstacle.

La défaite des médias

Quand *le Monde* tente de descendre en flammes le chef du Front national en publiant les révélations de Demarquet, un ancien compagnon de Le Pen, qui accuse ce dernier de détournement d'héritage et le soupçonne d'assassinat, le coup ne fait

pas mouche. Mieux, il est renvoyé comme un boomerang : les journalistes sont traités d'imbéciles et de cloportes.

Les médias, qui ont complaisamment concouru à la notoriété du leader de l'extrême droite sont aujourd'hui insultés par celui qu'ils croyaient pouvoir faire et défaire à leur volonté. Le public lepéniste applaudit son héros, il voue les journalistes aux gémonies. Quatre d'entre eux, aux origines juives, sont cloués au pilori.

Le sang et la boue dont est pétri Le Pen lui sont jetés au visage. Mais loin de s'effondrer, le personnage fait face et il gagne! Dans ce pays, un ancien tortionnaire, soupçonné de manœuvres crapuleuses particulièrement peu ragoutantes; un gangster effronté convaincu de mensonge public sur ses revenus et le montant de ses impôts; un tel personnage joue... et empoche la mise. Mieux, il promet ses adversaires politiques au peloton d'exécution, et son journal ne cesse d'appeler au meurtre contre les journalistes « anti-français ».

Décontenancés, les éditorialistes, du *Matin* à *Libération*, cherchent à percer son mystère. Pour les uns, Le Pen donne un visage au discrédit du système politique français. Pour d'autres, il est l'expression des tendances au mal qui coexistent en chaque citoyen avec les tendances au bien ; ou bien encore, il donne forme à un vaste refoulé social. La vérité est plus simple à cerner : le succès de Le Pen exprime l'apparition et la consolidation d'un courant politique dans la société française, résolu à des méthodes de force. Un courant xénophobe et fascisant, qui s'assume comme tel. Un courant parfaitement imperméable aux arguments et valeurs réputées démocratiques qui sont communément acceptés par les grandes forces politiques françaises depuis la Seconde Guerre mondiale.

Il n'est pas d'autre explication à l'insuccès des assauts contre Le Pen de la part des médias, ni au fait que le Front national pèse aujourd'hui si lourd sur la vie politique, attirant dans son sillage les deux grandes formations parlementaires de la droite.

Le fruit empoisonné de la politique de la gauche

La cristallisation de ce courant politique est bien sûr liée à la crise. L'électorat en grande partie urbain du Front national atteste, s'il en était besoin, l'origine profonde du phénomène. Mais ce dernier n'a pu se développer en France avec cette vigueur que dans les conditions politiques créées après la victoire électorale de la gauche en 1981. Comment expliquer, sinon, que la montée parallèle du chômage n'ait jusqu'à maintenant pas entraîné une poussée semblable de l'extrême droite en Belgique (où les partis d'extrême droite viennent d'essuyer un recul), en Espagne, en Grandè-Bretagne, ou en République fédérale allemande? Dans ce dernier pays, la vie politique est, à l'inverse, marquée par la poussée électorale des Grünen (Verts).

Si les mêmes causes ne produisent pas aujourd'hui les même effets dans les différents pays capitalistes européens touchés par la crise, il faut bien conclure à l'existence de responsabilités proprement politiques : les espoirs déçus de 1981, la conversion du gouvernement d'Union de la gauche à la gestion de la crise, le gonflement du chômage sous son égide, l'effondrement du projet de transformation sociale dont le Programme commun se prétendait porteur, l'affaissement politique du mouvement ouvrier qui a suivi dans un contexte de faible activité sociale et revendicative. Telles sont les conditions politiques qui ont permis au Front national de s'étendre et de s'affirmer comme la pointe avancée et agressive du camp réactionnaire.

Réaliser l'unité des antiracistes dans l'action, construire une alternative anticapitaliste

Si la politique de la gauche réformiste a fait le lit de la droite et du Front national en particulier, son discours d'aujourd'hui ne représente pas un barrage réel face à l'extrême droite. Le PS ne peut certes reprendre à son compte la lamentable prestation de Fabius face à Chirac, mais il demeure prisonnier de son soutien à la politique gouvernementale dont il est, en réalité, profondément solidaire. Le PCF, qui se soucie peu de contrer la montée du racisme par l'action de masse est avant tout préoccupé de faire boire la tasse au PS. Pire, sa politique chauvine du

« produire français » entretient le venin nationaliste et xénophobe dans la classe ouvrière.

C'est bien pourquoi l'unité des premières victimes du racisme et des antiracistes dans ce pays est aujourd'hui un facteur politique de la première importance. C'est bien pourquoi le combat pour une marche unique pour l'égalité des droits et les droits civiques pour tous, pour une nouvelle manifestation de masse le 7 décembre prochain à Paris est une exigence fondamentale, seule capable de faire pièce à la montée du Front national et à l'extension de ses thèmes dans la société.

C'est pourquoi la bataille pour la constitution d'un pôle politique anticapitaliste dans le pays, visant à rassembler, au-delà des organisations révolutionnaires existantes, celles et ceux qui refusent la politique et les capitulations des partis ouvriers réformistes, est également essentielle. Lors de son VII° Congrès, la LCR s'est engagée à parvenir à un accord national avec Lutte ouvrière pour les élections législatives de mars 1986, et à élargir cette coalition à tous ceux qui, localement, y sont prêts, dans le respect des positions de chacun. Œuvrer à la construction d'une alternative politique, anticapitaliste, la tâche ne peut être que progressive et de longue haleine. Elle n'en est pas moins capitale, y compris sur le terrain de la lutte contre la diffusion des thèmes xénophobes et racistes.



Pour toutes commandes :
PEC : 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Prix : 75 francs
Disponible à la librairie La Brèche,
11, rue de Tunis, 75011 Paris

La beur génération

Hélène VIKEN

Ces dernières années, les acteurs essentiels de la lutte contre le racisme ont été les jeunes de l'immigration. Premières victimes du racisme en France, les Beurs ont démontré leur force et leur capacité à peser sur la scène politique. Leur mouvement est porteur d'exigences nouvelles, d'une richesse culturelle, d'un foisonnement d'idées trop longtemps étouffées par l'enfermement dans la situation d'« immigrés », qu'ils ne sont pas et refusent d'être.

Les difficultés actuelles autour de la troisième marche pour l'égalité, comme la persistance du discours réactionnaire et raciste des Le Pen ou Chirac nous amènent à développer ici ce qui, pour nous, constitue un morceau d'histoire à

part entière : celle des Beurs.

LS sont plus de deux millions en France. La plupart sont nés ici. Deuxième, parfois troisième génération de ces familles d'immigrés venus dans les années soixantes. Certains ont acquis la nationalité française, d'autres non. Ce « choix » relève généralement d'une contrainte : c'est le seul moyen d'éviter l'irrégularité. S'ils ne sont pas français, ils doivent dès seize ans entamer les difficiles démarches administratives pour obtenir un titre de séjour équivalent à celui de leurs parents.

Français ou pas, ils s'assimilent à la « mouvance beur », une identité « à l'envers » ¹, à mi-chemin entre immigré et Français, qui s'est affirmée brusquement à travers la revendication d'égalité, en bousculant le jeu frileux des habitudes. Les Beurs ont une histoire, une culture, une aspiration profonde à l'autonomie et à la reconnaissance de leur existence en tant que telle : ils sont pour *l'insertion* et contre *l'assimilation*.

Mohamed Mrini écrit à juste titre : « A l'image des sociétés de transit, l'immigré vivait un "en attendant" qui s'enraçinait dans la société française, laissant le vent de la nostalgie et des espoirs de retour emporter quelques feuilles qui se fanaient aussitôt qu'elles se posaient sur le sol des réalités. Vinrent les enfants qui, de génération assise entre deux chaises, fabriquèrent à coups de déception et d'espoir, des tabourets et des fauteuils d'un art nouveau² »

Pendant des années, en effet, l'immigration est vécue comme provisoire. Les grands phénomènes migratoires du début de l'expansion furent provoqués par le patronat pour des raisons structurelles : la transformation du procès de production avec le développement du bâtiment et des immenses chantiers « volants », l'essor des usines à production de masse (automobile notamment) qui nécessitent la mise en place à une grande échelle d'une nouvelle division du travail qu'on peut ainsi résumer : OS ou manœuvres de plus en plus nombreux, mobiles, sous-qualifiés, payés au coût le plus bas, parqués chez des marchands de sommeil, célibataires et ne désirant pas s'installer. Cette surexploitation massive des immigrés permet en retour un aménagement du consensus social en direction des travailleurs français.

Dès le début des années soixantedix, les premiers phénomènes de regroupement familial apparaissent. Les immigrés se marient, ont des enfants en France, s'installent et revendiquent. Les jeunes issus de l'immigration restent pendant un temps « une minorité presque invisible et silencieuse » ³. Puis, progressivement, leur force apparaît : produit hybride, nés et élevés dans un pays mais parias de la société où ils vivent, les jeunes de la « deuxième génération » vont peu à peu manifester leur révolte dans les cités. La répression leur



répondra: quadrillage policier, agressions et contrôles perpétuels, expulsions du territoire vers le pays d'origine de leurs parents où ils ne sont jamais allés. C'est à ce moment que naît la première volonté de s'organiser, essentiellement face à la police et, progressivement, de manière autonome. Premières troupes de théâtre, regroupements autour des animateurs sociaux dans les banlieues parisienne, lyonnaise et marseillaise... L'histoire des Beurs commence.

Pour le droit à la vie

L'histoire des Beurs s'écrit d'abord dans le sang. La liste est longue des crimes racistes dont ils ont été les victimes, crimes le plus souvent suivis de l'acquittement ou de peines avec sursis pour les assassins. 21 février 1980, à Vitry: Kader Lareiche est tué d'une balle par le gardien de la cité qui écopera de cinq ans avec sursis. Octobre 1980: Lahouari Ben Mohamed est tué par un CRS; celui-ci sera muté. Octobre 1980: le petit Hocine Sakhi est tué par un pâtissier à Metz; celui-ci sera acquitté etc.

Face à cette situation devenue banale et presque « excusable », où l'on présente les jeunes issus de l'immigration comme des voyoux dangereux et les maniaques de la gâchette, flics ou civils, comme des héros en légitime défense, les victimes vont se lever progressivement. Les Beurs se regroupent et tentent de changer le cours des choses. Ils ont un objectif avant tout : la bataille pour le droit à la vie, pour la justice égale pour tous.

Le premier festival des jeunes issus de l'immigration a lieu le 30 juin 1979, à Mantes-la-Jolie. Au printemps 1980, des grèves éclatent un peu partout à l'université pour protester contre le décret Imbert, qui limite les possibilités d'accès à la faculté pour les étudiants étrangers. Avril 1980 voit la naissance de « Rock against Police », premier regroupement autonome, qui organise trois concerts en banlieue parisienne. En octobre 1980, puis en mars 1981, par deux fois, des manifestations massives sont organisées à Marseille pour protester contre l'assassinat de Lahouari puis de Zahir Boudjal. En avril 1981, à Lyon, Christian Delorme entame une grève de la faim pour protester contre l'expulsion des jeunes nés ou ayant grandi en France. Dix mille personnes manifestent en soutien à son action, qui entraînera la suspension pour trois mois de cette procédure, supprimée ensuite par la gauche.

Par la suite, plus aucun crime n'aura lieu sans provoquer une mobilisation

des Beurs, bientôt soutenus largement par les associations antiracistes, notamment la FASTI (Fédération des associations de soutien aux travailleurs immigrés) qui organise les premières rencontres des associations de Beurs en février 1983. L'abrogation de la loi de 1939 4 par la gauche provoque une floraison de ces associations aux noms divers qui vont se multiplier durant l'année qui suit : « Zaama de banlieue » à Lyon, « l'ARAJ » à Aulnay, « SOS ça bouge » à Bondy, « SOS Avenir Minguettes » à Vénissieux, « Grain magique » à Saint-Etienne, « Mixture » à Villeneuve-sur-Lot, « la Banane a mûri » à Rouen. « l'ANGI » à Aubervilliers.

Ce bouillonnement encore souterrain va jaillir au grand jour en provoquant une mobilisation sans précédent, une initiative spectaculaire et courageuse, la marche de 1983, qui fit entrer les Beurs par la grande porte de l'histoire.

Plus jamais comme avant

« Paris sur beur », « Beur is beautiful », « les Beurs à l'Elysée », « coup de cœur pour les Beurs », c'était en décembre 1983. Les médias rivalisaient d'inventions journalistiques pour ne pas rater l'événement considérable qui se nouait à partir de quelques Beurs têtus qui venaient de traverser la France à pied, pour l'égalité.

Le succès était d'abord venu d'une urgence politique : la nécessité de riposter à Le Pen, à la banalisation du discours raciste repris peu à peu, sous des formes plus ou moins élégantes et enrobées, par l'ensemble de la classe politique. « On » prétendait brusquement que l'immigration était un problème... que sa présence trop massive rendait la société invivable, ... qu'ils étaient responsables du chômage, de l'insécurité... Au-delà, les hommes politiques légalisaient tranquillement le racisme quotidien et armaient le bras de quelques dizaines d'assassins qui allaient tirer à vue dans toutes les cités ghettos de nos banlieues durant l'été

Comme les organisations antiracistes traditionnelles tardaient à réagir, empêtrées dans leurs positions de représentation morale (MRAP) ou ne sachant par quel bout prendre l'énorme mammouth en voie de développement rapide, les Beurs ont osé. Osé, envers et contre tout (et tous ou presque), malgré le scepticisme poli mais dominant, annoncer qu'ils marcheraient pour l'égalité.

^{1.} Beur est un mot verlan qui signifie (sans être équivalent) : arabe.

^{2.} Mohammed Mrini, extrait de « Les jeunes et le droit de vote » Article paru dans Expression immigrés-Français, journal de la FASTI, numéro de juillet 1985

^{3. «}Les Beurs ont une histoire» article de Christian Delorme paru dans les Cahiers de l'ANGI, mars 1985. Pasteur, membre de la Cimade à Lyon, Christian Delorme est à l'origine de l'action en faveur de l'immigration notamment avec la constitution de l'association SOS-Minguettes, elle-même instigatrice de la marche de 1983.

^{4.} La loi de 1939 sur le droit d'association interdisait de fait la légalisation des organisations d'immigrés.



« De Marseille à Paris, un espace antiraciste a été gagné et s'est élargi au fur et à mesure de l'arrivée du 3 décembre. Les trente marcheurs du départ ne savaient certainement pas qu'ils allaient déclencher un formidable mouvement. Le premier mouvement de cette jeunesse dite d'origine immigrée – et qui aura eu le mérite de balayer pas mal de vieilles poussières. » L'éditorial de Sans frontière « spécial marche » que nous venons de citer résume assez bien le sentiment alors unitaire et commun: celui d'avoir renversé le cours dramatique des choses, d'avoir imposé la vision d'une autre dynamique possible, celle de la société de demain avec une place pleine et entière pour les immigrés, concrétisée par l'obtention des droits

« Rengainez, on arrive », le mot d'ordre du Collectif jeunes parisien de soutien à la marche sera repris largement sur toutes les banderoles : symbole de la force tranquille contre les flingues, du désir massif dans les cités du droit à vivre, de l'égalité face à la justice.

« Droit de vote, droit de vote! », criait la masse des manifestants du 3 décembre sur le parvis de Montparnasse, alors que Georgina Dufoix tentait d'affirmer que « rien ne serait plus comme avant ».

Les assises des associations de jeunes

Les premières assises des associations de jeunes se tiennent les 9, 10, 11 juin à Villeurbane. Elles regroupent cent cinquante participants venus de trentecinq villes qui représentent cinquantedeux associations. Ce sera la première tentative de structuration d'un mouvement autonome des Beurs. L'autonomie est le mot central de tous les débats. Le texte de préparation contient les expressions suivantes fort significatives: « la réappropriation de notre parole », « l'appropriation de tous nos droits », « la participation aux décisions nous concernant et la participation à la gestion de notre vie quotidienne », « la maîtrise, enfin, des stratégies pouvant aboutir à une amélioration de notre condition ».

Trois commissions ont fonctionné durant ces assises: association, égalité des droits, police-justice. Mais il est encore trop tôt: de nombreuses associations ont commencé à intervenir sur le champ politique à partir de la marche de 1983 et ont additionné les problèmes sans parvenir à les résoudre; d'autres en sont encore au stade de l'activité

culturelle. L'affirmation de la volonté d'autonomie ne débouche pas sur des propositions concrètes d'initiatives, ne se tourne pas vers l'extérieur et débouche difficilement sur une plate-forme revendicative « traditionnelle » qui laisse insatisfaits les participants.

Entre temps... il y eu les manifestations isolées de solidarité à Talbot, celle des « folles de la place Vendôme », c'est-à-dire les mères des victimes du racisme demandant obstinément des comptes à la justice dans un désert de plus en plus grand.

Le mouvement naissant va se heurter de plein fouet à tous les problèmes en même temps :

- Comment réaliser un large mouvement antiraciste tout en évitant la dilution dans l'humanisme inefficace et en préservant les revendications liées à l'égalité?
- Comment renforcer les liens des Beurs entre eux et leur affirmation propre et sans concession, tout en évitant le repli communautaire? En pesant au contraire sur l'évolution de l'ensemble de la société?
- Quel bilan tirer du ralliement de la gauche à la marche des Beurs et de la trahison qui a immédiatement suivi avec l'affaire Talbot ?
- Quel lien avec les autres communautés victimes du racisme qui se sont peu manifestées aux côtés des Beurs en 1983 ?
- Quel lien avec le monde politique et institutionnel, qui défend d'abord des intérêts d'appareil et semble se servir de la révolte des Beurs pour mieux l'étouffer par la suite?

Lors des assises et par la suite, on peut distinguer deux types de réponses partielles à cette liste de problèmes difficile à résoudre :

Une partie des Beurs («Zaama de banlieue », associations de Lille, une partie du Collectif jeune de la région parisienne, l'ANGI) développera la nécessité d'organiser en priorité les Beurs, de s'affirmer comme force autonome, de prendre le temps de rassembler les associations qui se multiplient localement, de construire une force diversifiée mais capable de définir des objectifs communs face à son oppression spécifique et de peser en tant que communauté particulière dans l'évolution de l'ensemble de la société.

Ce « courant » attache une importance décisive à la plate-forme pour l'égalité des droits (condition absolue de la lutte contre le racisme), à l'autonomie. Il conçoit ses relations avec le mouvement antiraciste (à l'époque le MRAP et la FASTI essentiellement) comme des rapports de partenariat où les Beurs doivent être la force motrice

et dominante, car la seule à être capable de ne jamais céder sur le fond.

L'autre partie, (qui formera Convergence 84 en juillet) s'oppose à l'organisation des Beurs entre eux, considérant un tel projet comme lourd de dangers (repli communautaire, incapacité à jouer un rôle important politiquement) et développe la nécessité d'une alliance entre « tous les inégaux » : toutes les communautés immigrées ou d'origine étrangère d'une part, tous ceux qui, dans la société, sont victimes de manière générale de l'inégalité, d'autre part.

La question de la lutte contre le racisme est alors ramenée à une problématique générale « pour l'égalité » conçue comme un projet de société. Ainsi cet appel à la marche 1984: « Nous sommes une catégorie qu'on a installée dans la cave de la société, dont on ne veut ni entendre le chant, ni voir l'âme. Nous revendiquons donc nos droits : des droits destinés à nous porter à la hauteur des citoyens reconnus. En chemin, nous avons appris que le sous-sol est plus grand que nous ne l'avons cru et qu'il comprend des pièces que nous ne connaissions pas. Nous avons rencontré des citovens moins égaux que d'autres. Eux aussi exigent leurs droits : parfois, les mêmes que les nôtres, parfois, non. »

Ces débats entre ces deux courants n'aboutiront pas : la « scission » est consommée durant l'été et Convergence 84 lance la deuxième marche de l'égalité pour décembre 1984. La suite des événements allait entraîner de nouvelles accélérations dans le courant de Beurs investis dans cette deuxième manche.

Grandeur et misère de Convergence 84

Entre l'automne 1983 et l'automne 1984 le paysage politique a sensiblement évolué : les élections européennes ont démontré la force nationale de Le Pen. Le consensus des « démocrates » et de la gauche autour des Beurs a craqué. Il y a bien eu l'octroi de la carte unique (avec beaucoup de limites) mais rien, pas un mot, pas un geste, pas un acte sur le droit de vote. A la place, Talbot, Fabius déclarant durant l'été que «Le Pen pose des vrais problèmes auxquels il apporte de fausses réponses », l'offensive anti-immigrés de Chirac à Paris, les mesures de restriction au regroupement familial prises par le gouvernement et l'arrestation de Toumi Diaidja, celui qui fut l'initiateur de la marche des Beurs.

La Beur génération

Des fois j'me dis qu'à 3 000 bornes
De ma cité y'a un pays
Que j'connaîtrai sûr'ment jamais
Que p't'être c'est mieux, p't'être c'est tant pis
Qu'là-bas aussi j's rai étranger
Qu'là-bas non plus j'serai personne
Alors pour m'sentir appartenir
A un peuple, à une patrie,
J'porte autour d'mon cou, sur mon cuir
Le Kéfié noir et blanc et gris
Je m'suis inventé des frangins
Des amis qui crèvent aussi.
Renaud « Deuxième génération »

Le 1^{er} décembre 1984, lors de l'arrivée de Convergence 84 à Paris, 30 000 jeunes sont dans la rue : les Beurs sont massivement présents mais aussi la jeunesse dans son ensemble mobilisée par les multiples initiatives prises en commun dans toutes les villes par les réseaux antiracistes et les associations autonomes.

La gauche, elle, a disparu : le PS n'appelle pas, ne soutient pas ; le gouvernement est absent, les forces syndicales également. Le PC se fait on ne peut plus discret sur le parcours.

Convergence 84 a réussi, contre vents et marées et malgré la défection des grands partis, à faire une démonstration de force contre le racisme et pour l'égalité des droits. Car ceux qui sont venus, qui se sont mobilisés, sont justement ceux qui n'attendent pas un consensus officiel et rassurant pour exprimer leur combat contre le racisme; ceux qui refusent toute concession sur ce terrain et croient fermement à la nécessité de construire et d'affirmer un rapport de forces qui renverse le cours des choses.

Parmi les communautés d'origine immigrée, les Beurs sont de très loin les plus nombreux : la convergence avec les autres n'a pas véritablement réussi. Démonstration est faite que les Beurs sont les plus combatifs et les plus décidés : ce sont aussi les principales victimes du racisme, tant il est vrai qu'en France, pour des raisons historiques, le racisme anti-arabe est dominant. Parmi les antiracistes, ce sont les jeunes les plus nombreux. La jeunesse, nouvelle couche sociale par définition, apparaît brusquement sur la scène, sortie des lycées, des cités, des banlieues pour crier sa haine de l'apartheid à la française, son rejet des valeurs racistes dominantes, sa solidarité pleine et entière avec les Beurs qu'ils côtoient depuis l'enfance.

A l'issue de la manifestation, quand est manifeste la force créée par la jonction entre la jeunesse antiraciste, les réseaux unitaires locaux et les Beurs, Convergence 84, empêtrée dans son discours général contre l'inégalité, ne donne aucune perspective. Au contraire: Farida Belghoul, l'une des dirigeantes de Convergence, conclut la marche du 1 er décembre, place de la République, par la « Lettre ouverte aux gens convaincus ». Celle-ci s'attaque violemment à «l'antiracisme de facade », à « ceux qui sont solidaires mais par concernés », reprochant à ceux qui s'étaient justement mobilisés dans les villes de province et à Paris de « soulager leur mauvaise conscience » de cette manière.

Convergence 84 est passée ainsi de l'affirmation d'une ouverture nécessaire pour construire l'égalité (affirmation trop générale et en partie utopique car ne s'appuyant pas sur ce qui avait fait la force de 1983 : les inégalités spécifiques en France à l'encontre des immigrés) à un discours sectaire : dénonciation des antiracistes et refus de comprendre les avancées réelles dans le combat commun entre organisations antiracistes, associations des jeunes Beurs, radicalisation de l'ensemble de la jeunesse. Tout ce qui avait fait la richesse de la traversée de la France par les mobylettes du « mélange » !

Enorme faute qui fera d'une initiative courageuse et efficace un souvenir sans lendemain: encore une fois, alors que le racisme poursuit ses crimes, alors que l'extrême droite multiplie ses campagnes, alors que les promesses de la gauche s'estompent de plus en plus et que l'égalité est remise au placard des utopies d'un mouvement social jugé éphémère, il ne reste rien après la marche: pas de perspectives d'organisation permanente, pas de projet fiable. Les associations de Beurs semblent alors se replier sur le plan local. Les antiracistes aussi, dans des collectifs unitaires hérités des deux marches. C'est sur ce vide apparent que SOS-Racisme prend son élan.

« La marche (de Convergence) a été une aventure extraordinaire et puis le vide; une grande aventure impuissante. Il fallait créer des conditions pour que la solidarité s'exprime en permanence et mobiliser au-delà des convaincus », dira Harlem Désir, à l'une des premières conferences de presse de SOS-Racisme.

Du badge à la Concorde

C'est à cette immense potentialité de la jeunesse que SOS a su répondre : on connaît la suite. Un million de badges vendus en peu de temps; le slogan symbole des antiracistes « Touche pas à mon pote »; une mobilisation massive dans les lycées, les cités de ceux qui n'avaient jamais fait de politique auparavant; une extension du mouvement dans les entreprises et dans l'ensemble de la société; une réaction nationale et massive aux meurtres de Menton et Miramas et, enfin, quatre cent mille personnes lors de la « nuit des potes » à la Concorde, le 15 juin SOS-Racisme dernier. s'adressait d'abord aux antiracistes : les Beurs s'étaient mobilisés en 1983 et 1984. Ils avaient été l'avant-garde de la jeunesse. Ils trouvaient là l'occasion d'une convergence, d'un rapport de forces à construire qui permette de poser avec autrement de moyens la question centrale de l'égalité.

Certains ont rejoint SOS sur la base de cette analyse. Mais force est de constater que, pour l'essentiel, les forces organisées de la mouvance beur sont passées d'un silence poli à une hostilité grandissante, allant jusqu'au rejet par rapport à SOS.

On trouve trace de critique quasiment dès l'origine du succès de SOS-Racisme. Nacer Kettane (animateur de Radio Beur) écrit en mars 1985 : « La désintégration instantanée de Convergence 84 après son arrivée est à l'image de ce qu'elle laissera dans notre mémoire. Les crimes racistes continuent, l'insécurité de la communauté maghrébine grandit de jour en jour au fur et à mesure que le fascisme prend du poil de la bête. Les marcheurs retombés dans l'anonymat, les convergents ayant divergé, le marche-pied était tout prêt pour une association comme SOS-Racisme qui retombe dans l'antiracisme le plus banal et le plus sécurisant pour tous les partis politiques confondus. S'il n'est nullement question ici de "descendre" SOS-Racisme qui a eu au moins le courage de se poser en travers de la route des apprentis sorciers, il faut toutefois souligner l'inexistence de maghrébins dans sa structure de direction et l'oubli des principales revendications de toute une communauté pour qui racisme signifie danger de mort. Car aujourd'hui, être arabe, c'est militer tous les jours et porter un badge vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur son visage ⁵.»

Mêmes reproches sous la plume de Mohamed Jabbad de l'ANGI: « Là aussi nous ne pouvons que nous réjouir en voyant les antiracistes être de plus en plus nombreux à s'afficher ostensiblement (...) Mais quel crédit accorder à Georgina Dufoix lorsqu'elle arbore son petit badge après avoir interdit le regroupement familial? (...) Il ne faudrait pas oublier que l'apport essentiel du mouvement des jeunes issus de l'immigration a été de donner un contenu au combat antiraciste: la lutte pour l'égalité.»

Dans l'éditorial du numéro de mars 1985 du journal de la FASTI, signé Carlos Bravo, des reproches analogues sont formulés. Quant à Farida Belghoul, elle s'oppose violemment, dans un article incendiaire intitulé « BHL, Barre, Gros minet et les autres », à la trahison que représente à ses yeux SOS: «La France antiraciste ne veut pas de notre histoire » (celle des Beurs, NDLR). Elle conclut par une citation d'un dirigeant noir américain, Eldridge Cleaver: « Il est des gens qui ne sont que trop disposés à penser à notre place même si c'est nous qui mourons. Mais ils ne sont pas d'accord pour aller jusqu'au bout et mourir à notre place »

Pourtant, le développement impétueux de SOS-Racisme fait la preuve qu'il ne s'agit pas d'un gros coup médiatique visant à étouffer les racines de la mobilisation beur et la question de l'égalité. Au contraire : quant Harlem Désir se prononce avec force pour le droit de vote devant un parterre de journalistes, l'écho en est considérable. SOS se montre capable de faire agir et d'organiser des couches nouvelles, ces jeunes qu'on n'a aucune raison de soupconner de vouloir étouffer par un acte gratuit leur mauvaise conscience. Bien sûr, la critique des dirigeants beurs vise à juste titre nombre de parrains qui furent prompts à saisir l'occasion. Mais tel n'était pas l'essentiel de SOS.

En refusant le dialogue, en s'écartant d'un mouvement en train de naître, le mouvement beur a incontestablement commis une erreur. Il a gâché une chance historique de jonction entre sa force, ses idées, sa détermination, son expérience enfin, et ces jeunes prêts à lutter à ses côtés pour l'égalité.

Cette hostilité latente s'est transformée en conflit ouvert à la suite d'erreurs propres à la direction de SOS. Celle-ci, malgré l'aspect globalement positif de son action, n'a pas compris au départ l'existence d'un mouvement beur, dispersé mais réel, les liens d'une communauté porteuse d'une volonté d'autonomie. Voici quelques erreurs qui ont pesé lourd dans la balance :

— « L'hégémonisme » de SOS-Racisme, déjà critiqué par Christian Delorme dans la « Lettre à SOS » en mai 1985 : c'est-à-dire une affirmation propre de SOS, nécessaire à sa construction, mais qui s'est peu peu à peu transformée en une volonté de « couvrir à tout prix le terrain », souvent indépendamment des réalités locales, de l'expérience propre des villes, des liens tissés entre les diverses composantes beur, immigré et antiraciste.

– La tentation de privilégier les initiatives médiatiques qui rassemblent beaucoup de monde (et c'est une bonne chose) mais qui passent par-dessus la construction d'un réel mouvement de masse organisé, capable de se confronter et d'agir unitairement dans la réalité du racisme quotidien, en reprenant en charge les revendications exprimées par les victimes du racisme autour de l'égalité.

- La présence de l'UEJF (Union des étudiants juifs de France) à la direction, qui a certainement pesé d'un grand poids dans la décision de SOS de manifester aux côtés d'organisations sionistes pour la libre circulation des Juifs en URSS et dans le refus de prendre position lors du raid d'Israël sur Tunis. Car, pour les Beurs, la Palestine fait partie de l'identité. Une identité lointaine certes, mais qui constitue, comme la lutte du FLN en Algérie, une identité d'opprimés s'identifiant fermement à toutes les luttes de libérations de leurs pères.

L'affaire de la division autour de la troisième marche s'inscrit dans ce processus et n'était nullement inévitable. En lançant sa marche précipitamment et en son nom propre sans avoir pris le temps d'une réelle confrontation avec les associations de jeunes Beurs, les organisations de l'immigration, la FASTI, le MRAP, Sans frontière, etc.

Cette erreur de SOS-Racisme, malgré une volonté réelle de rassembler plus de forces que les années précédentes, a pesé très lourd dans la situation de division présente des forces antiracistes. Elle a pesé d'autant plus lourd que la volonté d'autonomie des Beurs trouve difficilement le chemin de son expression et d'une clarification nécessaire entre deux conceptions déjà apparues : la construction d'un mouvement beur comme élément moteur d'un large front uni antiraciste, et qui garderait en même temps son expression propre ; ou l'affirmation d'un mouvement autonome des Beurs comme fin en soi, traitant les antiracistes comme une force d'appoint pour la solidarité.

Confronté à ce problème avec l'annonce d'une marche concurrente à la sienne, SOS-Racisme a évolué de façon positive : propositions unitaires, reconnaissance publique de l'existence et de la nécessité d'un « mouvement de jeunes issus de l'immigration ».

Evidemment, le fossé fait de désaccords et d'incompréhensions mutuelles ne se comblera pas si facilement. Même si, comme nous le souhaitons, les deux marches pour l'égalité, parties séparément en octobre 1985, débouchent sur une convergence et une unité retrouvée en décembre.

L'enjeu est réel : l'autonomie des Beurs, et donc la construction de leur mobilisation, de leur expression, représente une richesse dans la lutte d'ensemble contre cette société. Parce qu'ils sont opprimés spécifiquement, leur combat est porteur quand il s'organise d'une remise en cause sans concession de l'inégalité institutionnelle, liée au statut d'immigré et par extension à la nationalité et à la couleur de la peau.

C'est ce qu'a exprimé l'histoire des Beurs depuis quatre ans, la bannière de l'égalité qu'ils ont brandie avec obstination, leur refus des compromis et des appels à la raison, mais aussi leur volonté de s'inscrire dans la vie politique, en revendiquant leur place sur les listes électorales en 1986 ou en impulsant leurs propres listes autonomes.

Mais, seuls, ils risquent de toute évidence l'isolement, le renforcement de tous les processus de rejet, le conflit permament et violent en leur défaveur. Ils risquent un recul généralisé du combat pour l'égalité, c'est-à-dire le triomphe de l'idée d'impossible convergence et donc d'échec de leur insertion dans la société.

Les antiracistes ont démontré qu'ils sont une force en tant que telle, aux côtés des Beurs et des immigrés, capable de se battre sur les mêmes revendications; qu'ils ne sont pas seulement une force d'appoint, de « solidarité ». Les jeunes qui ont porté le badge ont exprimé avec autant de force leur désir d'une société différente, qu'ils affirment multiculturelle et multinationale.

Les forces mises en mouvement par les Beurs puis dans l'ensemble de la jeunesse ont contraint le mouvement ouvrier à s'investir dans le combat contre le racisme et pour l'égalité : l'unité a fait poids face à Le Pen.

La richesse de la rencontre et de la convergence doit être sauvegardée et développée, comme la plupart des expériences locales le prouvent depuis trois ans : c'est possible et c'est urgent.

Le combat pour l'égalité passe par l'élargissement du nombre de combattants. L'augmentation numérique et qualitative n'est pas forcément synonyme de dilution. Au contraire, le rôle du mouvement autonome des Beurs dans l'affirmation et la construction du mouvement antiraciste est décisive pour le faire avancer, ensemble, dans la lutte pour l'égalité des droits.

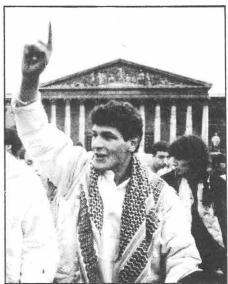
L'ignorance mutuelle ferait régresser tous les aspects de ce combat historique, en particulier l'unité de la jeunesse et de la classe ouvrière, garante du rapport de forces qui fera basculer les idéologies réactionnaires dans les oubliettes où elles auraient dû rester.

Bibliographie

la Beur génération » numéro spécial Sans frontière Mars 1985.

la Ruée vers l'égalité (histoire de Convergence 84) éditions Mélanges Mai 1985.

Le mouvement beur a une histoire Christian Delorme dans les Cahiers de l'ANGI Janvier 1985.







CRISE ET TIERS MONDE

Sommaire

Les nouveaux missionnaires. Daniel Bensaïd. Le nœud coulant de la dette. Nicolas Maheu

La dette extérieure de l'Amérique latine est irrecouvrable. Fidel Castro

La révolution nicaraguayenne. Charles-André Udry

L'insurrection. Humberto Ortega

Afrique noire : des situations sans issue. Claude Gabriel

Pour comprendre l'Afghanistan. Michel Lequenne

La Chine à l'heure du « renversement des verdicts ». Economie et contradictions dans la société de transition. Pierre Rousset.

Un numéro triple.



Le temps des libéraux

Les programmes économiques de la droite

Henri WILNO

E Wall Street Journal, principal quotidien financier américain, publiait le 13 avril 1984 un article intitulé « Même la France socialiste redécouvre le marché », dont l'auteur soulignait ce qui lui paraissait être un bouleversement majeur dans le discours économique dominant : le passage d'une tradition d'intervention permanente de l'Etat, gardien des « grands équilibres économiques », illustrée notamment par le gaullisme, à un consensus libéral autour duquel se rassemblent non seulement les courants politiques de droite mais, sous certains aspects, le Parti socialiste.

Il y a en effet une situation nouvelle. L'ensemble des forces politiques de droite françaises apparaît maintenant unifié autour d'analyses et de propositions économiques inspirées du discours libéral en vogue depuis plusieurs années aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne : critique de l'étatisme, éloge de l'initiative privée, dénonciation des rigidités et des « rêves égalitaires », etc. Les marxistes-révolutionnaires pourraient avoir la tentation d'évacuer le problème non seulement parce que cette unification idéologique ne réduit pas les conflits de chefs et de clientèles qui sont déterminants dans le fonctionnement des partis politiques de droite, mais surtout parce que, contrairement aux révisionnistes de tout poil (sociaux-démocrates et staliniens), nous ne confondons pas développement de l'intervention de l'Etat et politique économique conforme aux intérêts des traailleurs. Fondamentalement, la bourgeoisie utilise et développe le rôle de l'Etat quand cela convient à ses intérêts. Parfois (voir en France la Libération ou l'après-mai 1981) des circonstances historiques particulières (et notamment une certaine configuration du rapport de forces entre les classes) amènent une extension des attributions étatiques plus importante ou selon des modalités différentes que ce que qu'exigeraient les intérêts immédiats de la bourgeoisie 1. Les partis bourgeois s'y opposent alors farouchement mais, très rapidement, une fois la conjoncture politique modifiée, ces mêmes partis s'entendent très bien à gérer la situation dans le sens des intérêts de leurs mandants en revenant en arrière sur certains points et en utilisant au mieux les instruments créés antérieurement. Nous n'avons donc pas le fétichisme de l'Etat : sur le fond, Giscard-Chirac-Barre, d'hier ou d'aujourd'hui, même politique réactionnaire.

Mais en fait, ce serait une erreur d'en rester à ce niveau d'analyse. D'abord parce que le consensus néolibéral est le nouveau discours idéologique de la bourgeoisie internationale et française qui sert à justifier aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne aujourd'hui, en France demain, des attaques accentuées contre les aspects favorables aux travailleurs des institutions existantes, de la Sécurité sociale au Code du travail. Ensuite parce que l'on voit se développer dans certains courants du mouvement ouvrier (en France dans le Parti socialiste et certains secteurs de la direction de la CFDT) une attitude de fatalisme résigné intégrant l'idée qu'avec le catéchisme néo-libéral, la bourgeoisie est peut-être en train de trouver le sésame qui permettra de sortir de la crise.

C'est pourquoi, en partant des propositions actuelles de la droite française, il est intéressant d'étudier le contenu exact du libéralisme en vogue. On se rendra compte assez facilement que l'unanimisme idéologique s'accompagne de divergences importantes à propos de la mise en œuvre concrète des principes proclamés. Seul l'examen du contexte général permettra de comprendre cette situation.

L'unanimisme libéral

Depuis quatre ans, un glissement majeur marque donc les orientations générales avancées par la droite en matière de politique économique : le libéralisme économique est devenu le bien commun de tous ses courants. D'abord sa composante universitaire : les facultés et les grandes écoles abondent désormais d'enseignants saisis par le démon d'écrire pour proclamer avec plus ou moins de talent et d'originalité le bréviaire néo-libéral. L'activité de ces « nouveaux économistes » n'aurait guère d'intérêt si elle n'était révélatrice du climat ambiant 2. Du côté des politiques, Barre a le mérite de l'antériorité. Il s'est toujours revendiqué du libéralisme, quoique de façon plutôt tempérée, et face aux néo-libéraux de choc il fait plutôt figure de pragmatique. Mais pour le RPR, les accents à la Reagan adoptés par Chirac et Toubon tournent le dos à une tradition gaulliste basée sur un certain volontarisme en matière économique : de Gaulle n'a-t-il pas dit un jour que le Plan était une « ardente obligation »? Chirac lui-même a parlé naguere de « travaillisme à la française » à propos de son mouvement.

Il en est de même, de façon différente, pour l'UDF et Giscard. L'article du Wall Street Journal que nous citions plus haut donnait la réponse un peu embarrassée de Giscard interrogé sur sa conversion récente au libéralisme militant : « Quand j'ai été élu en 1974, nous étions en face de la crise. L'Etat devait agir, nous ne pouvions pas laisser les chômeurs sans indemnités, l'économie sans soutien, sans investissement public... Il y a eu un changement de philosophie maintenant. La France a vécu avec certaines idées qui étaient fondamentalement interven-



tionnistes. Elle considérait que c'était le rôle de l'Etat de diriger le développement de l'activité économique...» Quant à Le Pen, « plus libéral que moi tu meurs », il dénonce le « socialisme rampant » de la politique menée par les trois chefs de la droite avant 1981 et son plan « antichômage » en dix-huit points comprend, à côté de neuf mesures racistes et xénophobes, neuf autres propositions marquées par le libéralisme le plus débridé.

Par ailleurs, il faut noter la renonciation à afficher toute préoccupation de justice sociale : dans les programmes des partis de droite les problèmes sociaux ne sont plus traités que par omission, ce qui est significatif. Là aussi, nous nous trouvons face à une rupture. C'est clair pour le RPR qui a relégué aux oubliettes le discours gaulliste sur l'association capital-travail, la participation. Mais il faut aussi noter que le Front national ne fait pas de démagogie anticapitaliste : cela est nouveau par rapport à l'extrême droite des années trente, qui recourait à la dénonciation des « capitalistes apatrides » ou juifs pour essayer de se rallier les chômeurs ³.

Il est possible de résumer en cinq points les axes principaux désormais avancés par l'ensemble de la droite (cf. Bruno Théret, article précité):

- Baisse de la part des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires dans le produit intérieur brut 4.

- Réforme fiscale dans un sens plus inégalitaire pour favoriser l'initiative privée qui serait brimée par le poids actuel des impôts. Une des réformes prioritaires avancées lors de la Convention libérale de juin dernier en matière d'impôt sur le revenu est de faire en sorte qu'aucun contribuable n'ait à payer plus de 50 % de son revenu. Comme le souligne le professeur Dupeyroux dans le Monde du 1^{er} juin 1985, ces malheureux contribuables « écrasés par l'impôt », s'ils sont salariés, gagnent cent millions d'anciens francs s'ils sont célibataires, cent cinquante millions dans le cas d'un couple avec deux enfants!
- Remise en cause de l'organisation actuelle de la protection sociale en développant des systèmes à deux vitesses limitant la part de la solidarité et de la redistribution au profit d'un recours voloptaire à l'assurance.
 Introduction d'une plus grande « flexibilité » sur le
- marché du travail par la « déréglementation », c'est-à-dire la remise en cause de diverses dispositions qui permettent, lorsqu'elles sont appliquées, de limiter l'arbitraire patronal : réglementation des horaires de travail, des licenciements, des droits syndicaux, du salaire minimum, etc.
- Dénationalisations par retour au secteur privé des entreprises actuellement contrôlées par l'Etat.

Mais lorsqu'on passe aux modalités et au rythme d'application concrets de ces orientations, l'unanimisme idéologique fait place à des divergences importantes, notamment entre le RPR et Raymond Barre.

Le RPR: rupture-confiance-croissance

Les dirigeants du RPR affirment depuis deux ans la nécessité d'une rupture d'ampleur non seulement avec la politique économique suivie depuis mai 1981 mais avec « le dirigisme où l'ancienne majorité s'était elle-même parfois laissé entraîner » (Jacques Chirac au congrès du RPR en juin 1985); avec « trente-cinq ans » de grignotage des libertés par l'« Etat-providence » (Jacques Toubon). Une des manifestations concrètes de cette volonté de rupture avec le passé devrait être des dénationalisations massives ne touchant pas seulement les entreprises nationalisées en 1982 mais l'ensemble des activités industrielles et commerciales du secteur dit concurrentiel, c'est-à-dire les banques, les compagnies d'assurances nationalisées après la guerre, voire, pour certains dirigeants du RPR, la Régie Renault.

Cette rupture avec la politique passée devrait être visible et opérée rapidement dès le retour espéré de la droite au gouvernement, au besoin par voie d'ordonnances pour ne pas être prisonnier des délais de la discussion parlementaire. Des mesures d'ampleur devraient être prises notamment en matière fiscale, en premier lieu pour les entreprises mais aussi pour les particuliers pour les « remotiver ». Plus, naturellement, la libération des prix, la remise en cause de pans entiers du Code du travail et des droits syndicaux, etc.

Tout cela mené tambour battant dès 1986 permettra le retour de ce qui est un des mots clefs du discours du RPR: la « confiance » qui, inévitablement, entraînera le redémarrage de la « croissance ». Comme l'a écrit Jacques Chirac: « ... je ne peux pas imaginer que, la confiance retrouvée, la réduction des charges des entreprises, la restauration des libertés pour les choix économiques et les adaptations sociales n'induisent pas rapidement, avec une reprise des investissements, un retour de la croissance. » (Le Monde du 17 avril 1985.)

Barre: non à la « démagogie »

Chirac dit ne pas pouvoir « imaginer », une fois la droite au pouvoir, que le schéma « rupture-confiance-croissance » ne marche pas. Barre pense exactement le contraire : « L'opposition a l'impérieux devoir de ne pas tomber dans une erreur analogue à celle que les socialistes ont commise avant 1981 : croire et faire croire que le régime des ordonnances, la baisse des impôts et la "confiance" retrouvée du seul fait de son arrivée aux affaires régleront dans des délais rapides les problèmes économiques et sociaux du pays. » (L'Express du 31 mai 1985.)

Raymond Barre, en effet, ne se prive pas d'ironiser sur les « idées à la mode » et les conversions brutales de certains de ses partenaires politiques. Plus qu'aux Etats-Unis de Reagan, il affirme qu'il faut se référer à la politique économique de l'Allemagne fédérale et à « l'économie sociale de marché ». Il se montre ainsi beaucoup plus prudent sur chacun des termes du schéma

chiraquien. C'est vrai en ce qui concerne la « rupture ». Ainsi, en matière de dénationalisation, les barristes ne font référence qu'à une action progressive qui, d'ici 1988, pourrait être limitée à une banque et une compagnie d'assurances. De même, si Barre, comme les autres, parle d'augmenter la flexibilité, il paraît beaucoup plus circonspect tant en ce qui concerne la remise en cause des droits syndicaux ⁵ que du système de protection sociale. Comme le note Bruno Théret, « cette prudence ne lui est peut-être pas seulement dictée par des nécessités tactiques. R. Barre, notamment, ne semble pas convaincu que le mode actuel d'intégration du salariat à l'Etat est dépassé » (article précité).

En matière de politique budgétaire et fiscale, Barre met l'accent sur la réduction du déficit budgétaire, prioritaire par rapport à toute réduction massive de la pression fiscale; il met seulement en avant certaines mesures ponctuelles visant, d'une part, à favoriser les « décideurs » à revenus élevés et, d'autre part, à favoriser

l'investissement des entreprises.

Enfin, Barre est visiblement fort sceptique sur les possibilités d'une amélioration rapide de la situation en matière de croissance et d'emplois, puisqu'il continue à construire son image de marque sur l'appel à un effort de longue durée et affirme qu'il faudra au moins cinq ans pour que la situation de l'emploi se redresse.

Ce rapide examen permet de voir une nette différence de tonalité entre le RPR et Barre. Finalement, dans les mesures concrètes aujourd'hui annoncées par Barre, il n'y a, en dehors d'une marche plus rapide vers la flexibilité et de quelques dénationalisations, guère plus que ce que fait le gouvernement Fabius ou que ce qu'il est susceptible de faire dans deux ans. La stratégie économique est la même : redressement des profits dans l'espoir d'investissements futurs, croissance française ralentie pour préserver l'équilibre extérieur, acceptation des règles du jeu de la concurrence et du marché mondial en renonçant à toute politique industrielle volontariste. La différence essentielle se trouve à un autre niveau : l'arrivée au pouvoir de Barre comme de tout autre leader de la droite se ferait dans un contexte de réaction sociale et politique qui est plus important que le caractère plus ou moins modéré des discours 6. C'est pourquoi il importe d'agir pour y faire barrage.

Les raisons du regain libéral

Pour comprendre la vogue des thèmes libéraux, qui comme nous l'avons déjà dit déborde largement la droite classique ⁷, ainsi que les divergences importantes que nous avons évoquées, il importe d'examiner les coordonnées de la situation actuelle.

Le succès des thèmes libéraux s'inscrit dans la conjonction de coordonnées objectives (crise économique, échec des politiques keynésiennes nationales) et de coordonnées idéologiques et politiques.

Toute sortie bourgeoise de la crise nécessite un redressement du taux de profit et une « remise en ordre », c'est-à-dire la mise en place de nouveaux mécanismes de régulation au niveau national et international. Tout ceci implique une redéfinition du rôle de l'Etat dans les économies capitalistes, sous deux aspects notamment : orientation des politiques économiques nationales et « Etat-providence » (redistribution des prestations sociales, reproduction et formation de la force de travail).

Le rôle de l'Etat dans l'orientation des politiques économiques nationales a été déterminant dans les trente années d'expansion de l'après-guerre, mais les politiques keynésiennes nationales de sortie de crise ont été des échecs en raison, notamment, de l'intégration croissante des économies capitalistes. Jusqu'à présent, et rien n'indique que cela doive se modifier, les différents pays capitalistes ont été incapables de mettre en place des politiques de relance d'inspiration keynésienne au niveau supra-national (dans le cadre du Marché commun, par exemple). A cette crise du rôle d'orientation économique de l'Etat s'ajoute le fait que l'objectif de redressement du taux de profit amène les différentes bourgeoisies à vouloir comprimer tous les coûts de production et de reproduction de la force de travail et à souhaiter revenir sur un certain nombre de garanties conquises par les travailleurs. Le succès des thèmes libéraux naît de la conjonction de ces deux phénomènes : les politiques de relance nationale ne marchent pas et accentuent les déséquilibres (inflation interne, déficit commercial, etc.). Par ailleurs, il est plus commode d'expliquer aux travailleurs que si l'on veut, par exemple, faciliter les licenciements, c'est dans leur propre intérêt car ce sont les rigidités du marché de l'emploi qui provoquent le

Le discours libéral est le nouveau masque idéologique qui permet à la fois de justifier les attaques accentuées contre divers acquis et de détourner le mécontentement populaire de l'Etat bourgeois et de ses gestionnaires du moment. Par ailleurs, pour expliquer le succès de ce discours, notamment en France, il faut tenir compte de l'absence de forces opposées sur le terrain de la politique économique. L'échec du keynésianisme a signifié la déroute de la gauche réformiste, notamment social-démocrate. La relance, non accompagnée d'une remise en cause des liens avec le marché mondial, pratiquée par le gouvernement Mauroy en 1981 avec le soutien du PS et du PC ne pouvait que se terminer sur un bilan d'échec. Mitterrand et le PS ont choisi d'accentuer les caractéristiques négatives de la politique précédente et de reprendrre des pans entiers du discours libéral, notamment en ce qui concerne les « prélèvements obligatoires ». Cette évolution a été accompagnée ou précédée par des courants qui proclamaient haut et fort auparavant leurs convictions libertaires ou autogestionnaires: Libération, certaines fractions de l'appareil CFDT. Les reculs idéologiques sont le reflet de capitulations concrètes mais préparent aussi de nouvelles

Ce sont ces éléments qui expliquent la transformation de l'ensemble des politiciens de la droite et de l'extrême droite françaises en hérauts du libéralisme, mais d'autres coordonnées jouent en sens inverse et favorisent les contradictions.

L'échec du libéralisme réel

Les politiques économiques libérales réellement existantes n'ont pas connu les succès dont certains ténors de la droite nous rebattent les oreilles. Tout d'abord, au niveau de la conjoncture économique (évolution à court et moyen terme), le bilan est celui d'un semi-échec dans les principaux pays capitalistes avancés. Il faut, naturellement, mettre à part le cas américain où le facteur principal de la relance n'a pas été l'action de déréglementation de Reagan et le retour aux « sains » principes du



marché, mais un formidable déficit budgétaire qui a permis un redémarrage de la croissance au prix d'un déséquilibre extérieur que seule la situation dominante des États-Unis dans les rapports interimpérialistes permet d'assumer. En Grande-Bretagne, la croissance économique sera un peu plus forte cette année mais le chômage continue de progresser et l'économie demeure à la merci des tensions inflationnistes et de déséquilibres monétaires et extérieurs, en dépit de la production de pétrole. La réduction de la fiscalité directe a été plus que compensée par la hausse des impôts indirects (TVA et taxes diverses) et des cotisations sociales. En RFA, si les équilibres extérieurs ont été rétablis et l'inflation très réduite, la croissance demeure limitée (elle sera sans doute un peu plus faible en 1985 qu'en 1984) et le chômage ne baisse pas. Les réductions fiscales ont, pour l'instant, été peu importantes et le secteur privé continue de bénéficier de multiples subventions de toutes natures. Quant aux opérations de dénationalisation qui ont été menées dans les deux pays (surtout en Grande-Bretagne), elles ont réjoui les idéologues libéraux et quelques épargnants mais on ne voit pas du tout quel effet d'entraînement elles ont eu sur l'économie. En Grande-Bretagne, elles ont été en plus l'occasion de quelques dérapages : achat massif de nouvelles actions par des groupes étrangers ou des spéculateurs qui ont mis à mal les proclamations de Thatcher sur le capitalisme populaire.

Si au niveau conjoncturel on peut parler de semiéchec, au niveau plus fondamental de la sortie de la crise, c'est d'échec total qu'il s'agit. Dans aucun des grands pays capitalistes avancés les politiques libérales n'ont permis de progresser vers la sortie de la crise : la dépendance de l'économie américaine vis-à-vis des apports de capitaux étrangers ne diminue pas, la Grande-Bretagne semble engagée dans un processus de désindustrialisation, la croissance allemande est largement tirée par les exportations. Quant aux recettes libérales imposees par le FMI au tiers monde, et notamment à l'Amérique latine, si elles ont jusqu'à présent permis de sauvegarder le système financier international, elles n'ont résolu aucun problème structurel.

En matière de politique économique réelle, les bourgeoisies naviguent au plus près. En dépit de leurs proclamations, les dirigeants de la droite française le savent parfaitement et certains (en particulier Barre) sont donc plus prudents. Un deuxième facteur de contradiction est constitué par la réalité sociale française : des mesures très brutales de dérèglementation et de démantèlement de la protection sociale risquent de provoquer des affronte-

ments, susceptibles de se centraliser, avec la classe ouvrière. Faut-il courir ce risque ou bien faut-il (c'est encore semble-t-il la position barriste) simplement accentuer la politique actuelle, c'est-à-dire la combinaison de la restructuration entreprise par entreprise, branche par branche, et d'une remise en cause progressive de la protection qui rend plus difficile (en raison aussi de la stratégie des directions syndicales) la centralisation de la riposte ouvrière 8 ? Sans parler du fait qu'une application stricte des principes libéraux risque de heurter de front un certain nombre de couches sociales qui votent pour la droite mais défendent leurs privilèges corporatistes : les notaires, les pharmaciens, les agents de change, etc. Les dirigeants de la FNSEA sont de farouches libéraux qui pourfendent le poids des charges sociales, mais ils veulent que le régime général de la Sécurité sociale, financé par les salariés, continue à couvrir le déficit du régime agricole 9.

La crise de direction de la droite

« La droite remonte en influence mais pas en crédibilité; ses partis relancent une idéologie mais n'agrègent pas sur un consensus »: cette formule reprise d'un livre édité récemment par le PCF 10 montre bien la situation contradictoire de la droite française, considérablement renforcée et unifiée idéologiquement, mais qui n'a pas résolu une série de problèmes de fond, à commencer par celui de sa direction, manifeste depuis la rupture entre Giscard et Chirac et la constitution du RPR.

C'est à cette crise de direction qu'il faut relier les divergences de tactique politique dans la préparation des échéances électorales et des discours différents des leaders. Chirac est d'autant plus un libéral de principe que, chef de parti, il ne peut éluder le problème des élections législatives et qu'il peut être amené à participer au gouvernement dès mars 1986 en cas de victoire de la droite. Dans cette hypothèse, la seule voie pour gagner à l'élection présidentielle sera de faire quelque chose susceptible de mobiliser l'électorat de droite, mais ce n'est pas si simple. Dans son livre Réussir l'alternance, le député du RPR Philippe Seguin résume assez bien la difficulté devant laquelle se trouve son parti : « L'opposition, à la conquête du pouvoir, va jouer une partie en deux manches. Pour la première, elle sera jugée sur son projet. Pour la seconde (si elle gagne) sur ce qu'elle aura fait au lendemain de 1986. En vérité, c'est un véritable parcours d'obstacles. »

Inversement, Barre, qui vise d'abord la présidentielle, joue la carte du « réalisme » et du rassemblement des Français « de bon sens ». Mais il est d'autant plus dur sur la question de la « cohabitation » qu'il sait que mener, avec Mitterrand encore président, une politique économique qui aurait des similitudes avec celle de Fabius serait un suicide politique. En fait, dans la position de Barre sur la cohabitation, il est impossible de démêler ce qui tient à l'analyse de la situation économique et des rapports de forces sociaux, de ce qui relève de la stratégie personnelle d'un homme qui n'a pas d'appareil politique solide derrière lui. En tout cas, l'idée qu'il sera difficile de mener une politique économique autre que la poursuite et l'accentuation de l'austérité paraît être un des facteurs importants du progrès des barristes parmi les dirigeants de l'UDF (outre l'incapacité de Giscard à

apparaître comme un candidat crédible pour un nouveau mandat présidentiel).

C'est autour de Barre et de Chirac que semblent donc se nouer les conflits pour la direction de la droite française. On pourrait se demander s'il est possible de rattacher ces contradictions à des divergences d'intérêt entre fractions de la classe dominante. En l'état actuel des choses, cela paraît difficile. Certes, on peut penser que Barre, comme c'était déjà le cas avant 1981, est lié aux secteurs les plus internationalisés et, sous cet aspect, les plus « modernes » de la bourgeoisie française 11, tandis que Chirac est plus sensible aux aspirations des secteurs bourgeois traditionnels (petits et moyens patrons de l'industrie et du commerce, gros agriculteurs, etc.) qui fournissent une grande partie des adhérents du RPR.

Mais il convient d'être prudent avant de conclure définitivement. Ainsi on pourra s'interroger sur le fait que le « mondialiste » Barre se soit cru obligé de préciser récemment que les dénationalisations ne devraient pas s'accompagner d'une « défrancisation » des entreprises (l'Expansion du 6 au 19 septembre). Par ailleurs, le « moderniste »Barre est le seul des grands leaders de la droite à s'être opposé ouvertement, après 1981, à l'abolition de la peine de mort. C'est sous son gouvernement qu'a été votée la loi Sécurité et liberté et qu'il n'a pas hésité à rencontrer personnellement Le Pen!

Le temps des libéraux, c'est donc celui de la régression sociale, pas de la sortie de la crise. Il est donc nécessaire de combattre les discours et les programmes économiques qui s'inscrivent d'une façon ou d'une autre dans le cadre de l'offensive néo-libérale.

C'est une dimension de notre lutte contre la droite mais aussi contre les reculs idéologiques des réformistes qui désorientent les travailleurs. Cest aussi une dimension de notre dénonciation des politiques d'austérité présentes ou à venir, de la construction d'une alternative politique. Ce devra être un des thèmes de la campagne électorale des révolutionnaires en 1986. Car, comme l'écrit très bien Bruno Théret dans l'article que nous avons cité à plusieurs reprises : «Accorder du crédit électoral au libéralisme économique, c'est un peu comme faire un chèque en blanc à des repris de justice afin qu'ils puissent se procurer tous les moyens nécessaires pour vous faire rendre gorge. »

1. La bourgeoisie, en général, n'aime pas les nationalisations mais elle y recourt dans certaines circonstances lorsque la faillite d'une entreprise aurait pour conséquence de léser profondément le fonctionnement de l'économie privée. Par exemple, en France, la prise de contrôle par l'Etat de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest à la fin du siècle dernier, ou aux Etats-Unis, sous Reagan, passage sous la tutelle de l'Etat de plusieurs banques importantes. De façon générale, la situation que préfère la bourgeoisie, c'est celle de la sidérurgie, de Dassault ou de Matra avant le 10 mai: des entreprises qui vivent grâce à l'argent de l'Etat (sous forme de subventions ou de commandes financées par les « prélèvements obligatoires ») mais qui restent privées. Nous reviendrons plus loin sur les opérations de dénationalisation auxquelles ont procédé le gouvernement anglais et, dans une moindre mesure, le gouvernement ouest-allemand.

2. Il n'est pas besoin de préciser que ceux que les médias ont classé « nouveaux économistes » sont tous de droite. Les années soixante avaient produit la « nouvelle gauche », la fin des années soixante-dix et les années quatre-vingt ont vu fleurir les « nouveaux philosophes », la « nouvelle droite », les « nouveaux économistes »...

Sur certains travaux des néo-libéraux en vogue, voir notamment le très intéressant article de Bruno Théret « Vices publics, bénéfices privés. Les propositions économiques électorales des néo-libéraux français », Critique de l'économie politique (avril-juin 1985).

3. Seuls de petits groupes d'extrême droite comme l'Œuvre

française continuent d'agiter ces thèmes. Le Front national dénonce, le plus souvent, uniquement les travailleurs immigrés et, plus récemment, les petits commerçants d'origine étrangère. Le Monde du 3 août 1985 signale que Pierre-Antoine de Chambrun, un des principaux animateurs de l'association « Entreprise moderne et libertés » liée étroitement au Front national, est directeur général adjoint de la Saudi European Bank et « fait partie des banquiers français les mieux introduits dans les milieux d'affaires arabes ».

4. Les prélèvements obligatoires sont constitués par l'ensemble des impôts et cotisations sociales. La presse économique bourgeoise est actuellement remplie de commentaires horrifiés sur le fait qu'ils représentent environ 45 % du PIB. Le succès d'un concept aussi peu scientifique (les quelque deux millions de fonctionnaires qui paient des impôts sont par exemple comptés deux fois) montre le niveau du débat économique actuel. Le fait que le PS et François Mitterrand se soient crus obligés de reprendre à leur compte le thème de la baisse de ces prélèvements obligatoires, en s'attaquant d'ailleurs à l'impôt le moins injuste (l'impôt sur le revenu), n'est qu'un exemple supplémentaire de recul devant la droite.

5. Barre et les barristes ne sont pas avares de déclarations sur la nécessité d'un syndicalisme fort et représentatif. Raymond Soubié, collaborateur proche de Barre quand il était au pouvoir, s'est longuement exprimé dans CFDT-Magazine à la veille du congrès confédéral de juin 1985. Interrogé par le Figaro-Magazine du 29 juin 1985, Philippe Mestre, député barriste de la Vendée, se déclare peu favorable à la suppression du « monopole syndical » aux élections professionnelles et envisage plutôt un contournement au niveau de l'entreprise par la consultation directe des salariés.

6. Nous nous sommes trouvés ici à évoquer les deux pôles principaux du débat économique au sein de la droite. Les giscardiens, sur la plupart des sujets, jouent la synthèse ou évitent de se prononcer clairement en se bornant à vouloir faire passer l'idée qu'ils sont, eux, les vrais lihéraux.

7. Quelles que soient les réserves que l'on puisse faire sur leurs résultats, les sondages témoignent de la réalité de ce phénomène mais aussi de ses limites. Ainsi, l'enquête de la SOFRES publiée dans l'Express du 2 août 1985 montre que d'avril 1980 à février 1985, on a assisté à une montée de jugements positifs sur les valeurs éconmiques de droite (commerce, participation, libéralisme, profit, capitalisme) et à un net recul des valeurs économiques de gauche (socialisme, syndicats, planification, nationalisations). Cependant, ce sondage montre aussi que le mot « socialisme » recueille encore 45 % d'opinions positives contre seulement 29 % pour le mot « capitalisme », ce qui amène le commentateur de l'Express à noter: « Que le socialisme recueille encore seize points de plus que le capitalisme dans les réponses positives indique bien la persistance d'un attrait dissocié aussi bien du rejet des régimes dits socialistes que de l'impopularité des socialistes français. »

8. Le risque pour un futur gouvernement de droite de se trouver face à un front syndical ressoudé est explicitement évoqué par l'ancien ministre des Finances de Giscard, Jean-Pierre Fourcade (le Monde du 17 septembre 1985): un dossier lui paraît particulièrement « explosif », la Sécurité sociale. Pour le reste, il paraît penser qu'il vaudrait mieux ne pas toucher aux lois Auroux et au monopole syndical, pour concentrer les attaques sur la règlementation de l'embauche et des licenciements, ainsi que sur le SMIC qui ne jouerait plus pour le premier emploi des jeunes.

9. Dans un article du Figaro-Economie du 23 septembre 1985, sous le titre « La loi de la jungle », le chiraquien François Guillaume, président de la FNSEA, condamne « tout désengagement financier » vis-à-vis de l'agriculture et conclut : « L'organisation, la solidarité et la responsabilité restent les maîtres mots de l'agriculture française. » Pas question, pour la FNSEA, de laisser remettre en cause profondément le système mis en place depuis les années soixante qui, sous couvert de solidarité, permet aux gros agriculteurs de bénéficier d'un système qui prétend protéger les petits et moyens.

10. Désiré Calderon, la Droite française, formation et projet, Messidor, Editions sociales, 1985. Le livre comporte divers rappels historiques et éléments d'analyse intéressants mais, dans sa dernière partie consacrée à l'évolution récente, les rappels incessants de la contradiction entre les projets actuels de la droite et les « permanences nationales », la « mentalité nationale », les « grandes aspirations démocratiques du peuple français » paraissent avoir essentiellement pour fonction de relativiser le danger immédiat et la discussion sur les moyens d'y faire face. La conclusion est naturellement que le déclin réel de la droite se fera « à proportion de l'influence retrouvée du Parti communiste français dans la vie nationale ».

11. La politique du «franc fort » menée par les gouvernements Barre a accentué l'internationalisation du système productif français, le démantèlement de certains secteurs industriels, pendant que se multipliaient les investissements à l'étranger.

« L'Etat et l'école en France », d'Edwy Plenel

Daniel BENSAID

chaque rentrée son abondante livraison de littérature sur la question scolaire. Celle-ci nous apporte son lot de livres-reportages, de livres-témoignages, ainsi que les méditations ministérielles de Savary et Chevènement.

Et puis, voici un vrai livre, pensé et écrit, au-delà des modes et des simplifications polémiques, à la hauteur de son sujet. L'Etat et l'école en France, de Edwy Plenel, allie une méthode cohérente d'analyse de l'institution scolaire à une patiente exploration des pratiques éducatives. Il a les vertus d'une enquête sans tomber dans l'émiettement de la question.

L'auteur, journaliste de son état, échappe à la déformation professionnelle qui consiste à lâcher l'histoire pour le fait divers, la durée pour l'instant, l'épaisseur du social pour la légèreté de l'événement. C'est, par les temps de facilité intellectuelle qui courent, un immense mérite.

Un exemple d'analyse institutionnelle

Qu'en est-il en effet de l'école, familière et méconnue, pleine à ras-bord, sous une fausse sérénité séculaire, de passions effervescentes?

Il était nécessaire, pour apporter une réponse, de traverser le miroir de ce grand mythe républicain, de mesurer le poids des héritages (ceux de la Monarchie ou du Premier Empire), de sonder les fractures d'où surgit cette école contemporaine, celle déjà du Grand Meaulnes et de la Guerre des boutons, suffisamment fonctionnelle pour servir trois républiques.

Un mot d'abord sur la méthode de ce travail, puisqu'elle fait corps avec son objet, se déploie dans l'exposé, sans être présentée ni explicitée en tant que telle. Elle saisit la cohérence d'une institution, sa logique interne, la distribution des rôles qu'elle engendre, son articulation spécifique au complexe étatique, sans jamais la réduire à l'abstraite machinerie d'une structure sans histoire. L'institution scolaire est constamment approchée sous la double dimension de sa genèse, et de son insertion dans une formation soociale déterminée, régie par la division sociale du travail et verrouillée par un appareil de domination politique.

Sans grands discours ni préambules méthodologiques, cette approche constitue un joli pied-de-nez envers les protagonistes, « structuralistes » ou « généticiens », de la petite guerre pichrocoline qui anima le monde des sciences humaines dans les années soixante. Elle apporte en outre un démenti cinglant aux poncifs à la mode, selon lesquels le marxisme demeurerait muet ou impuissant devant les problèmes de l'Etat et plus généralement des superstructures.

Avec une minutie presque perverse d'un démineur, Plenel passe au crible le développemeent historique d'une contradiction, la creuse jusqu'à la racine, en poursuit les ramifications.

L'école au service des forces productives ?

Dans les années soixante, le débat sur la question scolaire pouvait paraître se réduire à une querelle de famille entre « gens de gauche », évoluant en terrain conquis sur le domaine de la connaissance, tandis que la droite était condamnée à une décadence oisive et ignorante.

D'un côté donc, la défense et illustration de l'enseignement laïque comme épopée libératrice, victoire chaque jour répétée de la raison et de la science sur les ténèbres de l'idéologie et de la foi. Vouée à qualifier la force de travail et à socialiser le futur citoyen, l'institution scolaire était sensée fonctionner toute entière du côté de l'essor des forces productives.

Un fameux article de Louis Althusser sur « Les étudiants », publié en 1964 dans la Nouvelle Critique, défendait, dans la tradition de Comte et Durkheim, l'inégalité structurelle du rapport pédagogique entre enseignants et enseignés. Plus que d'une discussion sur les vertus respectives du cours magistral ou des travaux dirigés, il s'agissait en fait d'une conception du savoir. Dans la clôture de l'institution scolaire et universitaire, garante de sa neutralité sociale, la lutte des classes s'exprimait exclusivement autour de la définition du vrai savoir, dans le rigoureux partage chirurgical entre science et idéologie. Science et techniques marchaient nécessairement dans le sens de l'histoire, aux côtés du prolétariat, et se heurtaient non moins nécessairement au carcan de rapports de production déjà périmés, mais rapiécés in extremis de fausse conscience.

C'était l'époque où les résolutions de congrès de l'Union des étudiants communistes exigeaient des militants qu'ils soient les meilleurs étudiants de leur amphi. Cette vaillante entreprise de délimitation entre vraies et fausses connaissances s'appliquait logiquement à la critique des « disciplines » universitaires. D'où un engouement enthousiaste pour l'épistémologie, sensée trancher en toute « objectivité » entre les formations conformes à la division technique du travail (et par conséquent légitimes). et celles relevant de la stricte perpétuation de la division sociale du travail (par conséquent complices de l'oppression).

Althusser ne cachait pas ses sources. Dans l'aridité philosophique du xix siècle français, hanté par les secousses successives de la révolution (1789, 1848, 1871), Comte et Durkheim sont parmi les rares élus à trouver grâce à ses yeux. Plenel décortique avec efficacité leur fonction idéologique dans l'institutionnalisation de l'éducation, désormais arrachée à la pratique sociale et politique, saisie pas la chaire et ritualisée. Pour une bourgeoisie qui a découvert, face au prolétariat naissant, le particularisme de valeurs qu'elle croyait naguère universelles, le savoir commence à sentir aussi le soufre. Comte est l'homme du compromis entre les besoins scientifiques du développement capitaliste et la nécessaire restauration d'un ordre idéologique veillé par l'Etat.

L'institution scolaire et l'inculcation pédagogique auraient donc pour mission de codifier et transmettre la connaissance, tout en garantissant un monopole institutionnel sur la formation. Autour de l'école se nouent alors des alliances sociales complexes et durables. L'égalité formelle devant l'enseignement devient l'image fidèle de l'égalité formelle des citoyens dans l'Etat, et la gratuité scolaire en est le symbole. La laïcité de l'institution authentifie la neutralité de la science, en même temps qu'elle institue une cléricature républicaine.

Ce dispositif a la vie dure. Plenel illustre richement l'osmose du grand mythe scolaire et du grand mythe républicain. Indissociables, tous deux s'alimentent aux racines mêmes de la société française née de la Révolution. Pendant toute la première moitié de ce siècle encore, la petite bourgeoisie possédante, agraire et urbaine, cette république paysanne et boutiquière, de professeurs et de notables, radicale et socialisante, déteint sur la genèse du mouvement ouvrier. Les contours de la classe ouvrière moderne baignent dans ce bouillon de culture rosâtre et tricolore. Retournant à la Marseillaise et aux vertus républicaines, le Parti communiste du Front populaire rentrait en quelque sorte au bercail et enfilait avec soulagement ses charentaises.

Le gaullisme a puisé aux mêmes sources. Dans l'espace laissé vacant par une grande bourgeoisie collabo et un Parti communiste moscoutaire au point d'avaler sans sourciller le pacte germano-soviétique, il a pu prendre la relève de cette France profonde qui se voulait éternelle. Derrière la communion dans la mythologie républicaine, réactivée par le Front populaire et la Résistance, c'est le règne borné de la franchouillardise, portée sur les fonts baptismaux d'une école provinciale, protectionniste, et jalousement close aux intempéries sociales.

Blessé d'être considéré par ses « pairs » universitaires (le mot est de lui) comme un spadassin idéologique du Parti, Althusser voulut restaurer la neutralité scientifique du savoir. Partant d'une intention peut-être bonne, il exprimait sans encore le savoir l'aspiration à la reconnaissance sociale d'une génération montante d'étudiants frustrés par les rigidités d'une société engourdie. Paradoxalement, en pleine déstalinisation, l'entreprise novatrice restait en terrain familier, tant il est vrai que le Progrès réglé par l'Ordre et la Discipline de Comte et Durkheim peut servir de trait d'union entre le mandarinat universitaire républicain et le mandarinat bureaucratique d'Etat, tous deux attachés aux mêmes vertus du service public.

Il n'était pas encore question de « croissance zéro ». Le contexte d'expansion continue et de quasi plein emploi apportait de l'eau nouvelle au vieux moulin positiviste. Il pouvait nourrir l'illusion d'une marche pacifique et triomphale du Progrès dans une société socialement pacifiée par le « partage des bénéfices » et les largesses de l'Etat-providence.

L'école veilleur de nuit ?

Cette apologie de l'école libératrice pouvait se retourner comme un gant. Face à l'école au service des forces productives, il y avait place pour une vision alternative de l'école, tout entière du côté de la perpétuation des rapports de production, de la reproduction, de l'embrigadement et de l'inculcation. Bourdieu et Passeron d'abord, Baudelot et Establet plus tard l'ont illustrée.

Cette fonction est bien évidemment réelle. Elle est inscrite dans les structures, le contenu de l'enseignement, les disciplines pédagogiques. Plenel a glané chemin faisant de précieuses perles de cette réaction éducative. De Victor Cousin, définissant l'école, dès 1831, comme « une sorte de conscription intellectuelle et morale », à Felix Pécaut, réclamant, en pleine semaine sanglante de massacre des communards, que l'on instruise le peuple plutôt que de le fusiller, « pour assurer une saine domination des classes supérieures ».

Il est cependant tout aussi unilatéral de ne voir dans l'école qu'une machine à reproduire les classes sociales. Si c'était le cas, si elle n'assurait pas en même temps et dans le même mouvement un rôle régulateur de la mobilité sociale, l'école n'aurait pas pu cimenter aussi durablement un consensus politique. Pour les duettistes Baudelot et Establet, « les classes sociales, note judicieusement Plenel, paraissent des produits finis, sertis à la chaine scolaire capitaliste ».

Il est vrai que c'était au lendemain de 1968. Les temps déjà avaient changé. L'intelligentsia radicalisée, à défaut d'une véritable révolution sociale, se contenterait d'une révolution culturelle. Feu sur le savoir aliénant et le quartier général scolaire! La matrice althussérienne des « appareils idéologiques d'Etat » était bien le plus court chemin entre une politique réformiste d'aménagement respectueux de l'institution, et une politique gauchiste de négation ou d'abolition de la même institution.

A chaque versant de la théorie, sa pédagogie et sa politique. D'un côté, la reconquête de l'école, la mise au point d'une pédagogie scientifique, le sacerdoce des maîtres au service de la science. De l'autre, la rébellion contre l'école-caserne, la grande communion anti-autoritaire avec les maîtres-camarades, le renversement des idoles.

Inutile de préciser que ce petit monde, dans ses deux variantes, a largement contribué à peupler le personnel administratif de l'Etat social-démocrate depuis 1981...

Dialectique de l'institution

Plenel, lui, tient fermement les deux branches de la contradiction. Cette école ne se laisse pas facilement arracher à ses racines historiques et à ses articulations sociales. Elle remplit indissociablement une double fonction. Elle perpétue les rapports de production en même temps qu'elle contribue au développement des forces productives. Elle prépare la division du travail, à la fois technique et sociale. Bref, « elle enferme et socialise indissolublement et contradictoirement ». La porte du ghetto ne s'ouvre pas de l'intérieur. La clef du théâtre scolaire n'est pas entre les mains de ses acteurs.

Enracinée dans la division du travail, l'école est aussi verrouillée par son insertion dans le pouvoir d'Etat. Cette problématique débouche sur les grandes lignes d'une politique.

Contre le fétichisme de l'école, il y a place pour une critique effective de l'adéquation entre institution, contenu de l'enseignement et pratiques pédagogiques. L'institution est à subvertir, par l'irruption de son refoulé, ce social partisan, si méticuleusement contenu hors des murs. Sa clôture artificielle constitue bel et bien une mutilation et l'imposition d'un ordre.

Contre le refus gauchiste de l'institution, il a place pour la défense nécessaire de l'apprentissage et de la socialisation, inscrits dans l'horizon d'un dépérissement lié à celui de l'Etat et de la division du travail.

Plus immédiatement, Plenel établit lucidement la redistribution des positions sous l'effet de la crise économique. Le gauchisme d'hier se convertit au libéro-libertarisme. L'effacement de l'institution, réclamé, au nom du repli général de l'Etat et de l'allègement des bureaucraties, laisse le champ libre aux inégalités. L'élitisme perce sous le droit à l'expérimentation. La socialisation s'efface devant la compétition. Le terrain que l'école devrait céder au nom de la liberté d'orientation et d'éducation est aussitôt occupé par la famille, le

savoir dynastique, et la mercantilisation de l'éducation.

La « déréglementation » scolaire annonce la levée d'autres protections sociales. Ivan Illich, alors salué comme novateur, l'annonçait : le marché aurait le dernier mot, et la rémunération des enseignants finirait par obéir à la fréquentation des cours, c'est-à-dire à la demande. La liberté des prix finirait par suivre, pour la transmission des connaissances, la liberté des prix du livre.

Les axes de bataille ne sont pas indifférents à ces changements de contexte. Face à l'offensive de déréglementation et de levée des protections sociales, l'éducation doit être défendue comme un droit, garanti par un service public, comme une conquête démocratique. La défense des conditions de travail des enseignants en fait partie, sans que cela justifie les crispations corporatives du « corps ». La défense d'un service social d'éducation peut conduire à un repli.

Apprendre à lire, à écrire, à compter... Certes, cela sent l'encrier, les blouses propres, le crissement de la craie au tableau noir. Mais cela demeure le fonds commun de la socialisation, à une époque où la culture médiatique engendre une régression de l'écriture et de la lecture. Pourtant, comme le souligne Plenel, cette ligne de défense n'ouvre à elle seule sur aucun avenir. Elle ne débouche ssur aucun grand projet.

Il faudrait oser défendre le maintien d'un grand service public d'enseignement et de recherche, avec une large liberté d'expérimentation pédagogique, détacher le contenu des programmes et des pratiques du fonds commun, financier et institutionnel. Ce ne serait possible que par une couverture de l'institution, non seulement aux usagers en tant que parents et encore moins aux usagers en tant que consommateurs de main-d'œuvre, mais aux « usagers » en tant que producteurs.

Ce qui est en jeu, c'est un nouveau rapport de l'enseignement au travail, de l'apprentissage à la vie dite active, un échange permanent entre éducation et production. Il faudrait pour cela un autre mouvement ouvrier, une autre pratique syndicale, et un véritable projet de changement de société. Une révolution en quelque sorte, même si le mot sonne comme une grossièreté en ces temps de rances politesses et d'échines flexibles.

Le « Plenel »

Trois remarques, pour terminer.

1. Le livre de Plenel met en œuvre une problématique féconde, d'analyse marxiste, des phénomènes institution-

nels. En ce sens, il ne constitue pas une entreprise isolée. Plenel fait à juste titre référence du livre de Paul Alliès, la Formation du territoire (éditions PUG). qui applique une démarche analogue au territoire et à l'administration. Des tentatives avaient été ébauchées dans le même sens concernant la famille (voir l'article de Frédérique Vinteuil, « La femme et la politique », dans Critique communiste n°39, mars 1985). Il serait utile de poursuivre dans la même voie à propos du sport, de l'armée, de l'urbanisme, de la santé, de la justice. De telles études enrichiraient considérablement l'étude de l'Etat dans sa totalité concrète, au-delà des philosophies abstraites du pouvoir. Elles seraient également précieuses pour définir une politique face aux institutions en temps de crise. Beaucoup des travaux publiés sur ces sujets pendant les années soixantedix mériteraient en effet d'être relus et critiqués à la lumière d'un nouveau contexte socio-politique, national et international

2. Le livre de Plenel met en évidence une théâtralité de l'école. Son sommaire décompose la machinerie scolaire en « acteurs », « décors » et « mise en scène ». Il y a là plus qu'une commodité de présentation. Dans son architecture et son fonctionnement, l'institution scolaire républicaine participe d'une Grande Représentation, aux côtés de la Représentation judiciaire, du spectacle et du concert, et bien évidemment de la Représentation parlementaire. Ce réseau joue un rôle central dans la symbolique démocratique. On y retrouve, sous un autre jour, la connivence profonde entre l'école et l'Etat. Peut-être aurait-il été utile de conduire une interrogation plus systématique sur les ratés que connaît aujourd'hui le système représentatif. Certains éléments apparaissent au fil des pages. Ainsi, la désaffection des « acteurs » pour leur rôle, la perte « d'aura » des maîtres débordés par la multiplication des communications médiatiques, la relativisation du savoir reçu par rapport aux flux d'informations sonores ou visuelles, la désacralisation du rituel scolaire... Mais quel est le rapport entre cette « crise de représentation » et une crise plus générale de représentativité qui affecte aussi bien les grands partis politiques que les corps parlementaires? Comment se reflète, dans l'école, la distance qui se creuse entre la réalité du social et les flottements de « l'opinion »? En quoi le présent de l'école permet-il d'entrevoir l'avenir problématique de l'Etat?

3. Enfin, le livre s'ouvre sur une genèse de l'institution scolaire, clairement référée aux réorganisations du processus productif du siècle passé. Plenel revient à plusieurs reprises sur les méfiances et les réticences de longue date du patronat envers l'Ecole de la République. Il note avec raison que cette mauvaise grâce contredit les simplifications faisant de l'école une pure annexe de la fabrique. Cette école avait besoin d'un fort contenu mythologique national, car elle fut toujours le lieu géométrique d'un compromis social, dans une société où les rapports de classes sont longtemps restés en équilibre instable, soumis aux fluctuations et aux arbitrages des classes dites moyennes. En plusieurs temps forts de l'histoire contemporaine, l'école laïque constitue un homologue institutionnel des tendances bonapartistes de l'Etat. Il est vrai que la forme et le contenu de la « demande éducative » sont en train de changer, en fonction des modifications du processus productif, de la division du travail, des mutations technologiques.

Pour suivre jusqu'au bout la méthode mise en œuvre par Plenel, il faudrait reprendre, à l'horizon de l'an 2000, le développement de la contradiction scolaire à partir de son double rapport à la division du travail et à l'Etat. Le livre de Plenel ouvre sur ce point des pistes à poursuivre.

a) Il aborde à plusieurs reprises le thème de la demande éducative et de ses changements. Au fil d'une polémique souvent piquante contre les idéologies néo-libérales, il tend à présenter cette demande comme celle des « usagers », sans toujours différencier la triple réalité que recouvre cette catégorie ambiguë. D'un côté celle des consommateurs directs (les citoyens en général, les parents et leurs enfants); de l'autre les consommateurs indirects, mais déterminants en dernière instance, les employeurs à qui est destinée cette force de travail et sa qualification; celle enfin des futurs producteurs eux-mêmes. Si les grands traits d'un enseignement à plusieurs niveaux ou vitesses, conforme à l'hypothèse d'une société duale sont ébauchés, il reste à faire un travail de prospective sur l'évolution des rapports enseignement-production au seuil du siècle nouveau.

b) Du côté de l'Etat enfin, il faudrait mesurer dans quelle mesure les transformations sociologiques accélérées du dernier quart de siècle ont rendu caduc un système de domination toujours structurellement empreint de bonapartiste, ainsi qu'un système de partis qui lui étaient liés, pour comprendre comment les remaniements nécessaires (du point de vue de la classe dominante) des dispositifs institutionnels, peuvent réagir sur le terrain scolaire.

Sur cette voie, le livre de Plenel fournit de nombreuses indications et

invite à suite. Plus qu'un chapitre à compléter, il y aurait donc un nouveau chantier à ouvrir.

Tel qu'il est, le « Plenel » constitue d'ores et déjà une référence nécessaire pour quiconque veut comprendre et débattre la question scolaire.

L'Etat et l'école en France, d'Edwy Plenel. Editions Payot. 133 francs à la librairie La Brèche.

La classe ouvrière soviétique aujourd'hui

Bohdan KRAWCHENKO

Les études concrètes sur la réalité sociale soviétique sont malheureusement très rares, en langue française. C'est pourquoi nous reproduisons ici un article de Bohdan Krawchenko, universitaire canadien d'origine ukrainienne et spécialiste des questions soviétiques. Le nouveau prolétariat soviétique, sujet dont traite cet auteur, demeure mal connu en Occident. Le lecteur appréciera mieux la force immense, bien que restée largement latente jusqu'ici, de cette classe ouvrière, ainsi que ses particularités.

Cet article est paru dans la revue américaine Research in political economy, volume 7, Greenwich, Connecticut. Il a été traduit et publié en français par Inprekor (n° 202, 9 septembre 1985). Nous avons tenu à le mettre à la disposition des lecteurs de Critique communiste.

a structure sociale de l'Union soviétique pose un problème particulier à l'élite qui y exerce son autorité et son pouvoir. Cette structure sociale est nettement moins complexe que celle des pays capitalistes avancés. Sous le capitalisme, entre la grande bourgeoisie et le prolétariat, existent de nombreuses couches de la petite bourgeoisie traditionnelle et de la nouvelle petite bourgeoisie. Ces couches élargissent la base sociale de la domination capitaliste et elles offrent à la classe dominante une marge de manœuvre considérable dans sa politique quotidienne. En comparaison, la structure de classe de l'Union soviétique est remarquablement homogène. Avec l'abolition de la propriété privée des moyens de production et la collectivisation de l'agriculture, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie de tout genre ont disparu. L'industrialisation a par ailleurs considérablement augmenté la taille de la classe ouvrière. Aujourd'hui, le niveau de prolétarisation de la société soviétique est probablement le plus haut de toutes les sociétés industrielles. En conséquence, la polarisation sociale y est la plus aiguë, et la base sociale du groupe dirigeant soviétique est probablement la plus faible de tous les groupes privilégiés de toutes les sociétés industrielles. C'est un changement considérable si l'on se rappelle que, il y a encore cinquante-cinq ans, la classe ouvrière soviétique représentait seulement 12 % de la population.

Pour analyser la structure sociale de l'URSS

Pour analyser le niveau de prolétarisation de l'Union soviétique ou la taille de la classe ouvrière, les spécialistes de l'Union soviétique ont un avantage apparent sur leurs collègues qui étudient la même question à propos des pays capitalistes. Les statistiques soviétiques parlent clairement de « classe ouvrière » dans la présentation de données sociales. Mais comment cette classe est-elle définie ?

Dans les classiques du marxismeléninisme, la classe ouvrière est définie comme la classe de ceux qui sont privés de moyens de production; ceux qui créent de la plus-value pour les propriétaires des moyens de production; ceux qui travaillent dans la sphère de la production matérielle créant des valeurs matérielles sans lesquelles il ne peut y avoir de plus-value ; ceux qui réalisent un travail manuel. Avec la suppression du capitalisme et du marché, les trois premiers critères ne peuvent s'appliquer et le quatrième est à redéfinir. Comme la loi de la valeur ne s'applique pas en Union soviétique, la classe ouvrière ne crée pas de la plus-value mais du surproduit social. Ainsi les statistiques soviétiques incluent dans la classe ouvrière tous ceux qui sont engagés dans une production matérielle et dont le travail est caractérisé comme « principalement manuel ». Mais la distinction entre production matérielle et non matérielle n'est pas toujours faite rigoureusement : le « personnel de service « gardiens ». inférieur » et les c'est-à-dire ceux qui sont employés à la réalisation du surproduit social et dont le travail est non qualifié, routinier et implique une activité manuelle, sont aussi comptabilisés dans la classe ouvrière.

En utilisant cette définition de la classe ouvrière, on constate un important renforcement de celle-ci comme « classe en soi ». Numériquement, elle s'est accrue de 23.9 millions en 1940 à 79,6 % en 1981; en pourcentage de la population active, elle est passée de 36,2 % en 1940 à 60,9 % en 1982. Mais en fait, le poids réel de la classe ouvrière est supérieur à ce que suggèrent ces chiffres. Tout en admettant que la définition officielle de la classe ouvrière est à peu près satisfaisante, deux groupes sont exclus alors qu'ils ne devraient pas l'être : les paysans des fermes collectivisées et ce que les sociologues soviétiques appellent «l'intelligentsia ouvrière ».

Les paysans des fermes collectivisées ne sont pas comptabilisés dans la classe ouvrière, car, formellement, ils possèdent leurs propres moyens de production, alors que les travailleurs des fermes d'Etat sont considérés comme faisant partie de la classe ouvrière. Mais le critère de propriété appliqué aux paysans des fermes collectives, critère qui d'ailleurs ne concerne pas la terre, est largement imaginaire. L'administration des fermes collectives ne diffère en rien de celle de n'importe quelle entreprise soviétique, c'est-à-dire que ni l'une ni l'autre n'ont d'autonomie économique : elles ne peuvent fixer les prix, ni choisir leurs sources d'approvisionnement ou leurs clients, pas plus qu'elles peuvent déterminer ce qui doit être produit. Le rôle principal de cette définition de la propriété était de justifier un système dont le but est de maintenir les revenus agricoles à un niveau artificiellement bas. Ce système basé sur la journée de travail a été aboli en 1966 quand la direction Brejnev a réalisé qu'on ne pourrait augmenter la

productivité agricole qu'en améliorant les stimulants matériels.

Aujourd'hui, les paysans des fermes collectives ont un salaire minimum garanti ainsi qu'un complément sur la base de tarifs à la pièce similaires à ceux appliqués dans l'industrie. L'existence de parcelles privées ne peut non plus être utilisée comme critère pour distinguer les paysans des fermes collectives des travailleurs des fermes d'Etat. Les deux groupes cultivent des parcelles privées, tout comme le font beaucoup d'ouvriers de l'industrie. De toute façon, avec l'augmentation des salaires des paysans des fermes collectives, l'importance de ces parcelles privées dans leur revenu global a diminué. Aujourd'hui, il est pratiquement impossible de tracer une claire ligne de division entre les paysans des fermes collectives et les travailleurs des fermes d'Etat. Avec l'augmentation des conversions de fermes collectives en fermes d'Etat, la seule chose qui change est l'enseigne. En fait, la différence essentielle entre « ouvriers » et « paysans des fermes collectives » consiste en l'absence de passeports intérieurs pour ces derniers, ce qui les exclut artificiellement d'un accès égal aux emplois ur-

La distinction faite entre « ouvrier » et « paysan » dans le cadre soviétique révèle une erreur de méthode : le lieu de l'emploi (urbain ou rural, agriculture ou industrie) est confondu avec l'appartenance de classe. Soixante années après la collectivisation, les paysans des fermes collectives ne sont plus des paysans mais des prolétaires de la campagne avec la conscience qui y correspond. Leurs revendications (de meilleurs salaires, une semaine de travail plus courte, l'amélioration des services sociaux, culturels et éducatifs) ne sont pas différentes de celles des ouvriers de l'industrie. D'une façon significative, quand leur mécontentement a pris un caractère organisé et public, la méthode utilisée a été la grève. Si, historiquement, le producteur individuel de marchandises dans le village a été un allié incertain du prolétariat des villes, ceci n'est plus le cas aujourd'hui. La base objective de l'opposition ancestrale entre la ville et la campagne a été écartée avec la suppression de la propriété privée. Les paysans des fermes collectives qui représentent d'ailleurs seulement un tiers de la population rurale doivent être compris dans la classe ouvière, ce qui porte celle-ci à 74 % de la population active en 1982.

En définissant la classe ouvrière comme ceux étant employés à un travail « principalement manuel », les statisticiens soviétiques ne prennent pas en compte la nature du travail mais le

niveau d'études. Il y a une tendance à considérer ceux qui travaillent en atelier, mais qui ont un niveau d'éducation supérieure ou secondaire spécialisée, comme faisant partie des cols blancs, une catégorie assez élastique englobant tous les « travailleurs intellectuels ». M. N. Rutkevitch a calculé que 10 % de ceux qui sont comptabilisés dans le groupe des cols blancs sont en fait employés comme ouvriers qualifiés . Si Rutkevitch a raison, alors le poids de la classe ouvrière dans la population active est supérieur de 2 % à celui donné par les statistiques soviétiques.

Il est important de noter qu'une partie grandissante de l'intelligentsia « ordinaire », surtout les ingénieurs les moins qualifiés et les techniciens, prennent des emplois d'ouvriers qualifiés dans l'industrie. La principale cause de ce phénomène est la détérioration de la situation matérielle de cette intelligentordinaire. Bien que l'élite, c'est-à-dire ceux qui contrôlent le surproduit social, ait souvent promis une augmentation du niveau de vie de cette intelligentsia, elle été incapable de tenir ses promesses. Cette élite administre l'économie, mais a de grandes difficultés pour la planifier. Comme les ouvriers sont en bien meilleure position que l'intelligentsia pour peser sur les normes, les niveaux de salaires et les cadences, le mouvement réel des salaires s'est fait contre l'intelligentsia. Par exemple, alors qu'en 1940 le salaire mensuel moyen d'un ingénieur ou technicien employé dans l'industrie était supérieur de 115 % à celui d'un ouvrier de l'industrie, en 1981, il n'était plus supérieur que 13 %. Il n'est pas surprenant que beaucoup de jeunes ingénieurs et techniciens préfèrent devenir des ouvriers qualifiés de la production, d'autant plus que dans leur propre profession. Ils ont beaucoup moins de possibilités d'avancement que dans le passé. Des 1970, dans l'industrie soviétique, un quart des techniciens diplômés étaient employés comme simples ouvriers. Ce groupe pourrait jouer un rôle décisif dans une future alliance entre le prolétariat et des couches plus larges de l'intelligentsia.

Changements dans la structure de la classe ouvrière

Avec l'absence du fétichisme de la marchandise, le haut niveau de prolétarisation rend plus apparentes les relations sociales et place l'élite dirigeante soviétique dans une situation désavantageuse en comparaison des groupes dirigeants d'autres pays. Le poids social important et grandissant de la classe ouvrière (76 % de la population active) donne à celle-ci plus de possibilités que dans le passé de faire valoir ses propres intérêts. Ceci est également facilité par un certain nombre de changements importants dans la structure de cette classe ouvrière.

Le premier changement à noter dans la structure de la classe ouvrière est l'importance que la jeunesse y prend. Les rangs de la classe ouvrière industrielle ont été, jusqu'à récemment encore, reconstitués principalement à partir d'une population adulte non salariée, principalement des femmes au foyer, ou par des travailleurs en provenance d'autres branches de l'économie, principalement l'agriculture. Actuellement, l'accroissement de la classe ouvrière provient de plus en plus de la jeunesse, du jeune prolétariat urbain en particulier. Selon L. Danilov, l'afflux de jeunes ouvriers correspondait à 29,1 % des besoins de main-d'œuvre entre 1961 et 1965, à 57,3 % entre 1966 et 1970, et à plus de 90 % dans la période 1971-1975². Dès 1970, presque la moitié des ouvriers en Union soviétique était âgé de moins de trente ans. Contrairement à leurs parents, il s'agit d'ouvriers qui n'ont pas vécu directement les horreurs de l'époque de Staline. Ils ont de plus grandes aspirations et ont moins peur de les exprimer.

Une des conséquences du renouvellement de la classe ouvrière est la formation d'un prolétariat urbain héréditaire. Dans une étude consacrée à une usine de l'Oural, Rutkevitch et F. P. Filippov, résumant les résultats d'une étude à ce sujet, ont écrit : « Plus l'âge diminue, plus le poids des ouvriers d'origine ouvrière augmente et plus décroît celui des ouvriers d'origine paysanne, ceux qui viennent des fermes collectives. On constate la même tendance pour la troisième génération : plus les ouvriers sont jeunes et plus souvent ils sont petits-fils d'ouvriers plutôt que de paysans (...) Cela montre une certaine stabilité sociale3. » Cette étude a montré que 70 % des ouvriers ayant moins de vingt ans étaient petits-fils d'ouvriers. D'autre part, 100 % des spécialistes étaient des enfants de spécialistes. Plusieurs études montrent que cette tendance est commune à toutes les régions de l'Union soviétique. Une étude de 1978 sur les ouvriers de l'industrie des machinesoutils à Léningrad montre que 90 % d'entre eux étaient d'origine ouvrière, alors que 80 % du personnel scientifique spécialisé était né dans l'intelligentsia. On assiste donc en Union soviétique à la formation, pour la première fois, d'un prolétariat héréditaire sur une grande échelle. Comme Gordon et

^{1.} M. N. Rutkevitch. « O poniatii intelligentsikak sotsial'nogo sloia sotsialistitcheskogo obchtchestva» (Du concept d'intelligentsia comme couche sociale de la société socialiste), Nautchyne Diklady Vyschei Chkoly, numéro 4, Moscou 1966.

^{2.} L. Danilov, «Sokrachtchenie rotchnogo truda-vazhnyi faktor ratsional'nogo ispol'zo vanniia trudovykh resursov». (La diminution du temps de travail annuel comme facteur important de l'utilisation rationnelle des ressources de main-d'œuvre), Kommunist, numéro 9, Moscou

^{3.} M. N. Rutkevitch et F. P. Filippov, Sotsial'nye peremechtcheniia (Déplacements de la population), Moscou 1970.

Klopov l'ont montré, un prolétariat héréditaire améliore le niveau culturel de la classe ouvrière et la conscience qu'elle a d'elle-même comme force sociale⁴. Des communautés ouvrières stables se sont constituées dans les zones urbaines fournissant le réseau de liens sociaux informels qui est si nécessaire à toute action de classe organisée ou spontanée.

Au cours des premières années de l'industrialisation, les frontières entre les groupes sociaux étaient très mouvantes. Des couches entières d'ouvriers qualifiés étaient éduquées et recrutées pour des postes de responsabilité dans l'Etat, le parti et les instances économiques. Avec la fin de l'étape d'accumulation primitive et dans le cadre de changements économiques et sociaux de grande envergure, la structure sociale de l'Union soviétique s'est ossifiée et l'avancement social, c'est-à-dire celui qui implique un changement de statut social, s'est ralenti considérablement. Un changement important est constitué par le fait que, contrairement au passé, le moven de l'ascension sociale ne passe plus par les canaux du seul militantisme mais aussi par le système scolaire. Une éducation supérieure officielle est devenue l'ingrédient indispensable pour accéder à toute fonction élevée. Par ailleurs, les études supérieures sont devenues la chasse gardée des enfants des cadres et de l'intelligentsia. Ces couches assurent donc maintenant leur reproduction en leur sein. Ainsi, les deux tiers des étudiants inscrits à l'Université d'Etat de Sverdlovsk en 1966 se sont déclarés d'origine sociale employé ou cadre. Le chiffre monte à plus de 67 % dans la cas de l'Université d'Etat de Voronezh. Le clivage social entre la classe ouvrière et la couche dirigeante s'aiguise donc.

En même temps qu'ont diminué les possibilités d'accès aux études supérieures pour les jeunes de la classe ouvrière, une révolution s'est produite dans leurs aspirations. Selon une étude sur la jeunesse de Léningrad, « la vie, les projets et les aspirations des jeunes soviétiques se caractérisent par une seule tendance : une volonté de recevoir une éducation supérieure et de se faire une place à eux dans le domaine du travail intellectuel hautement qualifié 5. » Un nombre de plus en plus grand des jeunes de la classe ouvrière obtiennent leur diplôme de fin d'études secondaires dans le but de trouver une place à l'Université. Mais l'accès aux études supérieures se fait dans un cadre de plus en plus compétitif dans lequel les chances des ieunes issus de la classe ouvrière sont inévitablement de moins en moins grandes. En conséquence, une proportion bien plus grande de jeunes entrant

dans la classe ouvrière ont terminé leurs études secondaires. Une étude de 1977 portant sur les ouvriers de l'industrie des machines outils de Léningrad par exemple, montre que 70 à 90 % des ouvriers en dessous de trente ans ont terminé leurs études secondaires. En offrant aux jeunes de la classe ouvrière une possibilité de promotion sociale, les études supérieures ont joué un rôle important comme soupape de sécurité du mécontentement de la classe ouvrière. Elles ne peuvent plus maintenant jouer ce rôle.

Les dirigeants soviétiques ne sont plus confrontés à une classe ouvrière d'origine paysanne, avec un faible niveau d'éducation et les aspirations correspondantes. Ce changement est intervenu à un moment où le régime, confronté à de sérieuses difficultés économiques et à un manque de main-d'œuvre, fait un effort calculé pour augmenter la productivité par une organisation plus intensive du travail. En 1972, par exemple, un ouvrier sur trois travaillait à la chaîne. Cette automatisation du travail a eu pour conséquence que les ouvriers réalisent des tâches encore plus limitées avec une intervention intellectuelle encore moindre. Les emplois offerts sont de moins en moins satisfaisants, car l'acquisition des connaissances augmente beaucoup plus rapidement que le nombre d'emplois intéressants. « La transition vers une éducation secondaire pour tous, par ailleurs si souhaitable, ne va faire qu'exacerber ce problème 6. »

Le mécontentement de la classe ouvrière vis-à-vis du travail à la chaîne va croissant. Une étude faite à Léningrad dans le milieu des années 1960 a montré que 40 % des jeunes ouvriers n'aimaient pas le contenu de leur travail, alors qu'en 1976-1977, 65 % d'entre eux n'en étaient pas satisfaits. Les jeunes ouvriers les plus éduqués posent au régime un défi nouveau. Les directeurs des entreprises réagissent mal aux besoins de cette nouvelle force de travail. Ils voient cette « révolution éducative » avec appréhension et « préfèrent avoir dans leurs unités (...) des travailleurs n'ayant pas fait plus de cinq ou six années d'études . »

Les conflits dans les relations entre nationalités

Il est maintenant bien connu que l'Union soviétique connaît une crise dans ses rapports entre nationalités. L'origine du problème se trouve dans la domination culturelle, sociale, écono-

4. L. A. Gordon et E. V. Klopov, « Sotsial'noe razvitie rabotchego klassa SSSR » (le développement social de la classe ouvrière d'URSS), Voprosy Filosofii, , numéro 2, Moscou 1972.

^{5.} N. P. Konstantinovna, O. V. Stakanova et O. I. Chkaratan, Peremeny v sotsial'nom oblike rabotchikh v epokhu razvitogo sotsializma » (Changements dans la composition sociale de la classe ouvrière de l'époque du socialisme développé), Voprosy Istorii, numéro 5, Moscou 1978.

^{6.} V. Tchurbanov, « Molodoi rabotchii i nesoderzhatel'nyi trud » (Le jeune ouvrier et le travail routinier), Molodoi Kommunist, numéro 6, Moscou 1972.

^{7.} A. Ianov, « Rabotchaia tema » (La question ouvrière), Novyi Mir, numéro 3, Moscou 1971.

mique et politique de l'élite russe, et la volonté de cette dernière de ne pas partager le pouvoir avec les nouvelles élites des nations non russes. La recrudescence d'un chauvinisme russe sans bornes est en soi liée à une crise sociale beaucoup plus profonde. En entonnant le chant du nationalisme russe, l'élite espère rassembler un nombre significatif de citoyens russes derrière sa domination. Si l'on peut dire que le virus du chauvinisme grand-russe n'a traditionnellement pas atteint la majorité des ouvriers russes, en tout cas, d'après Belotserkovsky, un émigré récent qui a réalisé une étude sur la classe ouvrière soviétique, il a infecté dans le passé un nombre important d'ouvriers russes qui travaillaient dans des républiques non russes8. Le nationalisme russe, qui était historiquement l'idéologie de l'administration coloniale russe, a atteint le prolétariat russe dans ces républiques, prolétariat qui y constituait une aristocratie ouvrière. Dans les république non russes, les fonctionnaires russes et la classe ouvrière russe s'opposèrent à la décentralisation économique, à l'autonomie culturelle et politique. Comme dans la plupart de ces républiques les ouvriers russes dominaient dans le peu d'industries qu'il y avait, cette opposition se faisait au nom de la « dictature du prolétariat ». Sans base industrielle et urbaine, les mouvements nationaux qui se développèrent dans les années 1920 dans les républiques non russes eurent peu de poids social et furent défaits facilement.

La situation actuelle nous donne une image différente. Prenons deux exemples pour illustrer ce changement. En 1939, en Ukraine, la plus grande des républiques non russes, les Russes représentaient 54 % de la classe ouvrière et en Azerbaïdjan, la principale république caucasienne, 48 %. En 1959, la classe ouvrière russe ne représentait plus respectivement que 26 % et 28 %. Le prolétariat des républiques non russes n'est plus une force d'appui pour les politiques centralistes, et dans ces républiques la réserve de soutien à l'élite russe a diminué.

On a dit que dans toute l'Union soviétique la diminution des possibilités de promotion nourrissait une agitation sociale. Dans les républiques non russes, ce mécontentement s'exprime sur des bases nationales, ce qui crée une situation potentiellement explosive. Prenons l'exemple de l'Ukraine. En matière d'enseignement secondaire, les Ukrainiens sont parmi les plus instruits d'Union soviétique. En termes de scolarisation complète jusqu'au secondaire, leur niveau est certainement plus élevé que celui de la population de la républi-

que russe. Pourtant, entre 1955 et 1971, la proportion d'Ukrainiens inscrits dans les établissements de formation supérieure en Ukraine est passée de 69 % à 60 % du total. Le nombre d'Ukrainiens faisant des études en dehors de la république ukrainienne a aussi diminué. En conséquence, leur poids dans l'intelligentsia de la république, c'est-à-dire celui de ceux qui ont terminé des études supérieures, est resté stable dans cette décennie : 52 % en 1959 et 54 % en 1970. Les Ukrainiens représentaient 75 % de la population de la république.

Comme nous l'avons vu plus haut, le système d'études supérieures en Union soviétique représente d'importantes inégalités qui favorisent les enfants de l'intelligentsia. En Ukraine, cela a pour conséquence l'autoreproduction d'une élite étrangère. Un aspect de cette tendance sociale est que l'éducation supérieure est russifiée : les examens d'entrée, par exemple, se font en russe. En 1970, près de 60 % des Ukrainiens ne parlaient que l'ukrainien. Mais comme des études sociologiques l'ont montré, c'est la classe ouvrière qui parle le russe le moins couramment, et ses chances de succès aux examens dans cette langue sont donc faibles. Quand en 1965, la direction du Parti communiste ukrainien essaya d'ouvrir l'accès à la promotion sociale à la jeunesse ukrainienne (ce qui était une façon de renforcer son propre poids social) en proposant l'« ukrainisation » de l'enseignement supérieur, cette décision fut annulée par Moscou.

Cette situation a eu une conséquence inattendue. Dans le passé, la classe ouvrière de Russie était mieux éduquée que celle d'Ukraine. Aujourd'hui, les avenues de la promotion sociale étant bouchées, les jeunes bacheliers d'Ukraine rejoignent en grand nombre les rangs des travailleurs de l'industrie. Par exemple, en 1973, 55 % des jeunes travaillant pour la première fois à Moscou (le centre métropolitain de l'Union soviétique) avaient terminé leurs études secondaires. Pour l'ensemble de l'Ukraine, le nombre était de 63 %. Le sociologue soviétique Iu. Arutiunian a écrit : « Plus les conditions de promotion des travailleurs non russes sont favorables, plus l'on réussit à éliminer les tensions possibles dans les relations ethniques 9. » Avec les jeunes ouvriers qui, dans les républiques comme celles de l'Ukraine, subissent non seulement la situation difficile de la classe ouvrière, mais aussi une oppression nationale, on peut s'attendre à ce que les tensions s'accroissent. Ceci est une des raisons principales pour laquelle l'Ukraine est le centre d'agitation ou-

^{8.} V. Belotserkovsky, Svoboda, vlast i sobstvennost (La liberté le pouvoir et la propriété), Münich, 1977.

^{9.} Iu. V. Arutinian, « Dondreno sotsiologitcheskoe isslédovannie natsional'nykh otnochenii » (Les études sociologiques concrètes sur les rapports entre les nationalités), Voprosy Filosfii, numero 12, Moscou 1969.

vrière le plus important d'Union soviétique.

La classe ouvrière soviétique a sensiblement changé depuis une dizaine d'années. Pourtant, le système de relations industrielles, les restrictions dans les droits des travailleurs, l'absence de participation significative à la gestion, eux, n'ont pas changé. Aujourd'hui, il existe essentiellement deux voies à la participation des travailleurs à la gestion de l'économie. Toutes les deux montrent l'extrême faiblesse de la classe ouvrière et son atomisation.

L'atomisation de la classe ouvrière

D'abord, il y a les syndicats soviétiques. Avec leur taux de syndicalisation de 98 % de la population salariée, ils restent essentiellement une « courroie de transmission » entre le parti dirigeant et les travailleurs, bien que la théorie de la courroie de transmission, développée par Staline en 1926, ne soit plus officiellement reconnue. Ils remplissent à la fois un rôle administratif et de gestion. Selon l'idéologie officielle, ils ont une double fonction: d'abord éduquer les travailleurs, ce qui signifie essentiellement inculquer la discipline du travail et le respect pour une forme sacrée de propriété, la propriété d'Etat; ensuite les défendre et les représenter.

Cependant, cette défense et cette représentation ne concernent essentiellement que les conflits sur leurs droits (tels qu'ils sont définis par la convention collective de l'usine) et jamais les conflits sur la défense de leurs intérêts. Pour qu'une plainte de travailleur soit prise en compte par les responsables du syndicat, il faut qu'elle s'exprime sous la forme du non respect des droits d'un travailleur individuel, jamais ceux des travailleurs comme groupe social.

Mais cette même fonction de défense et de représentation est limitée par le fait que les syndicats n'ont pas d'indépendance par rapport à l'appareil du parti et que les responsables syndicaux, même au niveau de l'entreprise, sont désignés et non pas élus. Parfois, cette procédure a pris des formes grotesques. Par exemple, Alexandre Chelepine, ancien président des syndicats soviétiques, était à la tête de la police secrète (KGB) avant de devenir le syndicaliste du plus haut rang.

Les conférences sur la production au niveau de l'entreprise, qui existent depuis 1921, sont composées de la direction de l'entreprise et des travailleurs et sont conçues afin que la voix des travailleurs soit entendue pour « as-

surer la bonne marche de l'entreprise, la réalisation et le dépassement du plan de production, le développement de l'émulation socialiste, l'accroissement général de la productivité du travail 10 ». Comme, dans les travaux des conférences sur la production, l'accent est mis sur la mobilisation des travailleurs pour la réalisation du plan, il n'est pas étonnant que ces institutions soient purement formelles. Comme l'ont souligné d'innombrables articles de journaux soviétiques, ces conférences sur la production se tiennent peu souvent, leurs délibérations sont vues d'un œil défavorable par la direction, elles ne traitent que de sujets mineurs, et le nombre de travailleurs y prenant part a chuté.

Dans l'administration économique soviétique, la soi-disante « théorie socialiste » du « one-man management » (direction de l'entreprise par un seul homme) est sacrée. Mais il est intéressant de noter que l'écrasante majorité des travailleurs soviétiques met en cause cette pierre angulaire de l'administration de l'économie soviétique. Un des rares sondages fait à partir de neuf cents ouvriers à travers l'Union soviétique et réalisé par les Komsomols (organisation des jeunesses du Parti communiste d'Union soviétique) en 1977 étudia l'attitude des travailleurs sur cette question. Les résultats du sondage montraient que « seuls quelques individus isolés s'opposaient à l'idée d'élire la direction de l'entreprise (...) 76 % de ceux qui étaient favorables aux élections soutenaient qu'avec un tel système la production serait plus efficace " ».

Dans une économie qui n'est pas basée sur le marché et qui a dépassé le stade de l'accumulation primitive, l'absence d'autogestion est devenue un frein à la poursuite du développement des forces productives de la société. La première tâche de l'industrialisation consistant à emprunter, à imiter, à greffer les éléments les plus importants de la technique capitaliste peut s'accomplir sur la base donnée par l'industrie nationalisée. Mais plus on va loin et plus l'économie s'affronte au problème de la qualité. Dans une économie nationalisée, la qualité, l'innovation technologique et la croissance intensive nécessitent l'autogestion ouvrière. Pour continuer à progresser économiquement, il faut une vraie socialisation des moyens de production.

Un appareil répressif omniprésent

Nous allons maintenant examiner la situation exceptionnellement difficile de la classe ouvrière soviétique et voir

Robert Conquest (ed.), Industrial Workers in the USSR, London 1967, p. 183.

^{11.} Literaturnaia Gazeta, numéro 8, Moscou 1977.

comment elle se comporte dans le cadre d'une économie qui n'a ni les contraintes du marché, ni la solidarité du socialisme.

On dit souvent que l'Union soviétique est une société répressive. Elle l'est, mais là n'est pas le point essentiel. D'autres régimes, par exemple le Chili ou l'Afrique du Sud, la dépassent, et de loin, du simple point de vue de la brutalité. Ce qui est unique dans les mécanismes de contrôle social de l'Union soviétique, c'est la pénétration envahissante de la société civile par l'Etat ; la médiation par l'Etat de toute activité humaine importante ; la fragmentation et l'atomisation de l'existence sociale de la population. Ceci est bien résumé par I. Meszaros: « Dans une société capitaliste, les individus ne peuvent se réaliser que comme individus isolés. D'autre part, dans une société collectivisée bureaucratiquement, ils ne peuvent se réaliser comme individus, encore moins comme être sociaux 12. »

Avec l'abolition du marché et du chômage en Union soviétique, et en l'absence de démocratie ouvrière, le seul mécanisme effectif de contrôle social dont dispose l'élite soviétique est celui dont nous venons de parler. Une telle méthode de contrôle social n'est pas une forme accidentelle du pouvoir bureaucratique, c'est l'unique mécanisme à la disposition de l'élite pour discipliner la classe ouvrière. L'Etat doit pénétrer et atomiser la société civile, car, sans cela, le contrôle social ne peut être réussi. Contrairement à ce qui se passe dans une société capitaliste, les inégalités et tensions sociales ne sont pas médiatisées par les relations de marché et toutes les mystifications qui les accompagnent. On ne peut s'en prendre à une « main invisible ». Bref, la nature même de l'Union soviétique est telle que les relations sociales sont transparentes, et la situation dans ce pays est fondamentalement instable.

L'existence d'une idéologie officielle monolithique en Union soviétique n'est pas une raison qui puisse justifier l'absence de protestation ouvrière spectaculaire. L'idéologie officielle, le dogme codifié, ne servent pas à légitimer les privilèges du groupe dominant et son pouvoir sur la société. Les déclarations rituelles des dirigeants du Parti, comme quoi la classe ouvrière est la force dirigeant la société, etc. perdent leur efficacité, car elles sont en contradiction flagrante avec la réalité de la structure sociale existante. Pour pouvoir réaliser sa fonction de socialisation, l'idéologie officielle doit avoir quelque ressemblance avec les conditions existantes, elle doit pouvoir s'appuyer sur la réalité sociale. Supposer que l'idéologie officielle joue un rôle important pour calmer le mécontentement ouvrier, alors que les contradictions sont si criantes, c'est en fait croire que le « lavage de cerveau » sur une grande échelle constitue un mécanisme de contrôle social viable.

Nous pouvons trouver certains indices, indirects, qui montrent que les ouvriers soviétiques, c'est le moins que l'on puisse dire, considérent l'idéologie officielle avec un haut degré de scepticime. Par exemple, une enquête faite pour les Izvestia, organe central du gouvernement soviétique, du 13 avril 1967, basée sur un échantillon de 25 000 lecteurs, montra que seulement 32 % des ouvriers, 22 % des femmes, et 21 % des paysans des fermes collectives étaient d'accord avec la façon dont le journal décrivait leur sort. « Une constatation sérieuse et alarmante », tel était le commentaire du rédacteur sur les résultats de cette enquête. De même, une autre enquête des Izvestia du 12 juillet 1969, basée sur 8 000 interviews et 18 000 questionnaires, montra que seulement 18 % des lecteurs interrogés lisaient les articles définis comme idéologiques et politiques. D'un autre côté, les articles qui traitaient de « la lutte contre les cas de bureaucratie et de paperasserie sont lus avec une attention constante (...) L'intérêt des lecteurs se porte sur les questions de l'extension de la pratique démocratique dans la gestion économique, à plus d'ouverture, à une discussion détaillée des décisions adoptées, au développement de la critique et de l'autocritique. »

Afin de garder son contrôle sur la société, le groupe dirigeant soviétique maintient donc un impressionnant appareil de répression. Ce qui caractérise cet appareil n'est pas sa particulière brutalité, mais plutôt son emprise envahissante sur la société. Le principe fondamental de l'intervention de l'Etat dans la société civile est que toute interaction significative entre des individus ou des groupes doit être médiatisée et contrôlée par l'Etat et ses organisations. Ce qu'il est important de comprendre, c'est qu'il ne s'agit pas seulement d'activités directement politiques, mais d'interactions humaines significatives et spontanées en tant que telles. Dans une société postcapitaliste qui n'est pas basée sur les principes de l'autogestion ouvrière, où l'économie n'est pas autonome, l'intervention de l'Etat est plus profonde que dans tous les systèmes sociaux qui ont précédemment existé. Il en résulta que jamais une société dans l'histoire ne fut autant atomisée que la société soviétique aujourd'hui.

Les ramifications de ces mécanismes de contrôle social de la classe ouvrière sont très complexes à observer.

^{12.} Istvan Meszaros, Marx's Theory of Alienation, London 1970, p. 269.

Nous allons traiter ici trois de leurs conséquences. La première est que ce régime est en mauvaise posture pour faire face aux revendications économiques les plus simples. Des questions comme l'augmentation des salaires et des prix qui, dans les sociétés capitalistes sont généralement traitées au niveau de la société civile, et qui ne deviennent politiques que dans de rares circonstances, acquierent en Union soviétique un caractère politique immédiat. Dans cette société, les revendications économiques des ouvriers au niveau de l'entreprise sont aussi des revendications vis-à-vis de l'appareil politique central. Les conséquences sont infiniment plus grandes que dans les pays capitalistes. L'exemple de la Pologne est particulierement éclairant à ce sujet : le gouvernement Gierek est tombé à cause de la réaction des travailleurs à l'annonce d'augmentations de prix pour des produits alimentaires. Cette situation est due au fait que l'économie est complètement centralisée, et que les entreprises ont peu d'autonomie. C'est le bureau politique à Moscou qui fixe les indicateurs clés des plans économiques ; les échelles de salaires sont aussi déterminées centralement.

Un facteur important de l'instabilité fondamentale du régime soviétique est qu'il n'a pas été capable de développer une pratique basée sur des revendications purement économiques dans la classe ouvrière. Cela a été possible dans une certaine mesure en Yougoslavie à cause de l'existence du marché. Mais en Union soviétique, même les revendications économiques les plus simples sont perçues comme une menace immédiate pour le pouvoir. De la même façon, les travailleurs savent que la toute puissance de l'Etat descendra sur eux s'ils organisent même le plus modeste des mouvements de protestation économique, aussi sont-ils réticents à le faire. Dans une telle situation, il y a peu de place pour un changement graduel. Les tensions viennent à ébullition et il en résulte souvent de violentes révoltes ouvrières spontanées. De nombreux incidents de cette sorte ont été recensés en Union soviétique¹³ et l'Europe de l'Est offre beaucoup d'autres exemples.

Le second effet de cette forme de contrôle social sur la classe ouvrière est d'atomiser et d'individualiser sa protestation. Il est important de souligner que la pénétration de la police secrète ne se limite pas au niveau « macro » mais se fait au niveau de l'entreprise et du domicile. La classe ouvrière soviétique travaille dans un contexte d'un régime d'entreprise où, en plus du passeport interne, chaque travailleur doit avoir avec lui un livret de travail qui enregistre le résultat de son travail, et où toute

activité anormale est notée; où pour pouvoir changer d'emploi, il faut une lettre de référence de la direction de l'entreprise et du service de sécurité. Dans de telles conditions, la majeure partie du mécontentement ouvrier se traduit d'un côté par des manifestations de désespoir comme le fort taux d'alcoolisme, mais aussi par l'absentéisme et par un taux élevé de renouvellement du personnel.

Les économistes estiment que le renouvellement important du personnel en Union soviétique amène à une perte économique de 3 à 5 milliards de roubles par an. Les sociologues soviétiques, de leur côté, admettent que ce fort taux de renouvellement exprime « une façon particulière de critiquer certains défauts dans la sphère de production 14 ». Le conflit s'accentue du fait de l'insistance mise sur une organisation plus rigoureuse du travail, de l'introduction de tapis roulants, etc. Au contraire de ceux de l'Ouest, les ouvriers soviétiques n'ont pas de possibilité de riposte organisée : leur réaction est inorganisée, individuelle.

Comment faire travailler les travailleurs

Enfin, et paradoxalement, bien qu'en tant que classe les ouvriers soviétiques soient sans pouvoir, en tant qu'individus ils ont plus de contrôle sur leur procès de travail individuel que dans les pays capitalistes. Si l'on regarde les normes de travail, les cadences sur les chaînes, on voit que l'ouvrier peut contrôler sa propre cadence beaucoup plus que sous le capitalisme. La presse soviétique déplore en permanence la faiblesse de ces normes. Cette situation existe en partie comme le reflet des mécanismes de contrôle social décrits plus haut, à savoir que le haut niveau d'atomisation oblige les travailleurs à avoir un rapport avec leur procès de travail individuel, plutôt qu'avec la production dans son ensemble. Mais cette situation vient aussi du fait que les directeurs d'entreprise en Union soviétique ne possèdent pas de moyens efficaces pour forcer les travailleurs à une production de meilleur rendement. Ni les stimulants matériels, ni les menaces de licenciements ne peuvent être utilisés, il n'y a pas non plus à ce sujet de véritable sanction économique à une production de mauvaise qualité. Les efforts pour introduire une organisation du travail plus mécanisée ne sont que la tentative du régime pour

^{13.} V. Belotserkovsky, « Workers' struggles in the USSR in the Early Sixties », Critique, numéro 10-11, Glasgow 1978-1979.

^{14.} Ie. G. Antonsenkov, Opyt issledovannia permeny truda v promychlennosti (L'expérience de recherche sur les changements d'emploi dans l'industrie)« Novosibirsk 1969.

réduire le contrôle individuel du travailleur sur son procès de travail. Mais, comme nous le verrons plus loin, ces efforts ont leurs contreparties qui limitent ce que les progrès économiques auraient pu accroître.

Le problème, pour le régime, est de savoir comment pousser les travailleurs à produire et il fait partie intégrante du problème plus général de savoir comment harmoniser les intérêts particuliers des individus avec les intérêts généraux de la société. Les stimulants matériels jouent un rôle bien moins important en Union soviétique qu'en Occident. Le « coefficient des différences de revenus » par exemple, est tombé de 5,4 en 1946 à 2,6 en 1976. Ceci est dû en grande partie à la suppression graduelle du travail aux pièces à taux de rémunération progressifs, ainsi qu'au fait que les ouvriers atteignent le niveau correspondant au salaire moyen beaucoup plus rapidement que par le passé. Il y a normalement six niveaux de salaires en Union soviétique et la plupart des ouvriers se situent entre le niveau trois et le niveau quatre. Dans une période de pénurie de main-d'œuvre, la direction est tout à fait prête à proposer des salaires élevés aux travailleurs afin de les attirer. De plus, la prétendue « émulation socialiste » et les primes des ouvriers représentent une somme tellement insignifiante qu'elles n'ont pas d'importance comme stimulants matériels (en ce qui concerne les directeurs, il en va tout autrement). Il faut souligner également le fait que l'argent joue un rôle tout à fait différent qu'à l'Ouest. Comme il y a une pénurie constante des biens de consommation, l'élite perçoit ses privilèges en grande partie sous une forme non monétaire, par exemple au travers de l'accès à ces biens par des magasins qui lui sont réservés. En bref, le travailleur a peu de stimulants matériels qui l'incitent à travailler dur, au grand regret des milieux

dirigeants soviétiques.

De même le travailleur soviétique n'est pas confronté à la menace du chômage. La sécurité de l'emploi représente l'une des dernières conquêtes de la révolution d'Octobre qui n'ait pas été reprise à la classe ouvrière. Le sentiment que ce qu'il faudrait à l'Union soviétique pour améliorer ses performances économiques dans les prochaines années serait un « réservoir de chômeurs » est assez répandu parmi l'élite soviétique. Comme l'a avoué un « officiel soviétique très bien informé » à un journaliste occidental, « Un excès de sécurité d'emploi nuit à l'efficacité 15. » Mais le régime ne peut évidemment prendre une mesure si spectaculaire sans courir le risque de provoquer une protestation ouvrière massive. Des expériences partielles d'intensification de la productivité ont été tentées, qui ont impliqué des licenciements et des redéploiements, mais rien n'a été fait pour contrevenir au droit au travail, ce droit le plus chéri des travailleurs. Pour la direction des entreprises, l'augmentation de la pénurie de main-d'œuvre a accentué le « problème de la discipline ». Selon les propres mots d'un directeur d'usine, « supposons que je punisse un travailleur. Il se sent offensé. Il va chercher un autre travail. Qui va le remplacer? En peu de temps, vous avez perdu vos employés 16. »

Malgré certaines réformes économiques, l'indice principal d'accomplissement du plan est encore la quantité de production, et il y a peu de sanctions pour une production de mauvaise qualité. Ce phénomène est bien connu et il est inutile de le détailler ici. Ceci crée à son tour de sérieuses difficultés quand on passe à la mécanisation du processus du travail. Une production plus automatisée nécessite une meilleure qualité et une plus grande exactitude, ce qui à son tour, nécessite plus de contrôle de qualité et de supervision. Le résultat est

que l'automatisation en Union soviétique a eu des conséquences quelque peu paradoxales. D'un côté, le nombre de vérificateurs de contrôleurs a doublé entre 1959 et 1972. D'un autre côté, devant l'incapacité des directeurs d'entreprises de motiver les travailleurs à une meilleure production, la qualité des biens produits ne s'est pas améliorée. Cela a pour résultat que le nombre de travailleurs s'occupant des réparations a augmenté de manière dramatique, contrebalançant ainsi les gains de l'automatisation. Comme l'a noté le journal Trud du 11 novembre 1965, il y a quatre fois plus de personnes employées à réparer les machines qu'à les construire.

L'individualisation du procès de travail en Union soviétique est le reflet du besoin extrême de socialisation du processus de production. Les tentatives pour socialiser la production en dehors du cadre de contrôle ouvrier se révèleront extrêmement difficiles pour le régime. Il est intéressant de remarquer que plusieurs articles de journaux soviétiques ont démontré à travers des recherches empiriques qu'une certaine forme de contrôle ouvrier est essentielle à l'amélioration de la production. Mais d'un autre côté, le contrôle ouvrier ne peut être introduit sans miner les mécanismes de contrôle social qui permettent au régime existant de rester au pouvoir. Par ailleurs, confrontée aux revendications d'une classe ouvrière importante, de plus en plus jeune et éduquée, la couche dirigeante pourrait avoir de plus en plus de difficultés pour résister aux pressions pour le change-

^{15.} The Gardian, Londres, 18 novembre 1975.

^{16.} Literaturnaia Gazeta, numéro 25, Moscou 1978.

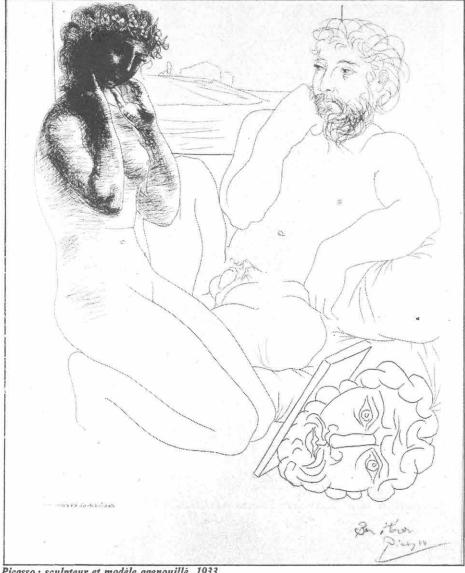
Picasso en son musée

Michel LEQUENNE

OUVERTURE du musée Picasso donne la possibilité de (re)découvrir cet artiste. Paradoxalement, il n'y en a pas de plus célèbre et pourtant de si mal connu, de façon aussi fragmentaire, incohérente, simplificatrice et mythificatrice.

Voici désormais réunie une continuité éblouissante de son œuvre, dans l

un musée, sans doute l'un des plus beaux du monde¹. Liquidons d'abord les petits côtés du problème : alors que des sommes colossales sont gaspillées en œuvres de mort, on ne voit pas qu'il y ait scandale au prix de restauration d'un somptueux hôtel du xvir siècle construit par un fermier des gabelles, d'où son nom d'hôtel « Salé », pour



Picasso: sculpteur et modèle agenouillé, 1933.

1. Au numéro 5 de la rue de Thorigny, Paris 3.

loger les œuvres du plus grand peintre du siècle.

Picasso est un phénomène. Il a tant été écrit sur lui qu'il n'est pas question de trouver du nouveau, mais sûrement pas impossible de le dégager des exaltations mythificatrices. Sa grandeur n'a rien à y perdre, l'admiration pour lui tout à gagner à se faire plus lucide.

Et d'abord: il n'est pas le peintre qui tient lieu de tous les autres et qui aurait couvert tous les domaines de l'art moderne. Mais dans une époque de bouleversement total de l'art, sa position est, pourrait-on dire, axiale. De plus, alors que quasi tous les peintres majeurs du temps développent leur œuvre sur une seule branche de l'« explosion » de l'art moderne, Picasso réussit un étrange parcours de continuité discontinue qui le met à proximité égale de tous les courants opposés.

Continuité discontinue

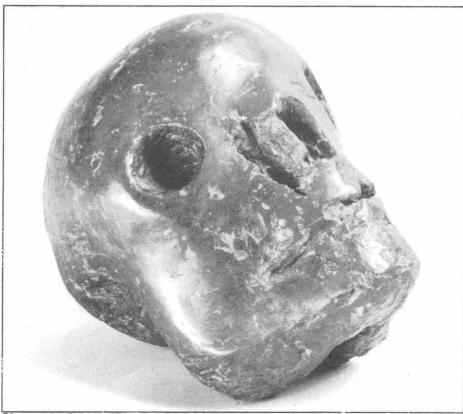
Le classement classique de l'œuvre de Picasso en « périodes » cache une profonde unité à trois dimensions : transitions profondes, prolongées, et avec retours (par exemple des figures « primitives » catalano-nègres — avec influence de Gauguin — aux géantes, et de celles-ci aux femmes gréco-primitives jusqu'à la fin de sa vie, ou du cubisme à la sculpture utilisant des éléments géométriques industriels); continuité des thèmes obsessionnels de culture (hispanique et méditerranéen)

et de tempérament (sa sensualité et son érotisme puissant très particuliers); parallélisme de l'œuvre foisonnante et de l'œuvre graphique où le dessin « ingresque » ne disparaît jamais.

La sensibilité du sismographe

Une autre constante de la critique de Picasso, c'est la remarque de la coïncidence de ses ruptures stylistiques avec les cahots de sa vie privée. C'est là chose incontestable, mais qui recouvre un phénomène fréquent chez les artistes et qui n'en reste pas moins mystérieux : la correspondance des crises de la vie privée avec celles de l'histoire. Chez Picasso, l'anecdote biographique est inutile pour lire une œuvre qui fait si bien écho au temps, et beaucoup plus subtilement que les datations événementielles ne l'imposeraient à des faiseurs « engagés » aux ordres.

Le temps dont l'œuvre de Picasso nous envoie le signal, ce n'est d'ailleurs pas un temps universel, mais celui d'un monde culturel précis. Ainsi, le cubisme n'est pas la source de l'art moderne, mais seulement l'une de ses sources. C'est à coup sûr une révolution citadine de l'art, mais joyeuse, comme la France insouciante de l'avant-14, à la différence de l'expressionnisme qui est tragique, du futurisme qui est convulsif, etc. Au-delà de la guerre, Picasso, que son statut d'étranger en a tenu relativement à l'écart, ne participe pas immédiatement à la révolte qu'elle a provo-



Picasso: tête de mort, 1943.

quée dans le meilleur de la jeune intelligentsia, mais au contraire à l'euphorie de la « victoire ». Ce n'est que comme par un choc en retour de boule de billard qu'il est entraîné par la révolution surréaliste à laquelle il donne une de ses expressions les plus violentes et les plus radicales, et qui atteint son sommet quand une autre guerre le touche directement — celle, civile, d'Espagne — qui lui arrache le hurlement de Guernica et les terribles Femme qui pleure, des Goya du xxe siècle.

La Deuxième Guerre mondiale trouve aussi chez lui son écho funèbre avec des œuvres dont les plus fortes sont peut-être la Tête de mort sculptée de 1943 et les natures-mortes qui renouent avec celles de la sombre Espagne inquisitoriale du xvii siècle et qui disent : « Frères, il faut mourir. » Cette période noire s'étend au-delà de la Libération, ce qui semble bien révéler qu'au fond de lui l'artiste n'est pas dupe des fausses solutions, mais ressent vivement (comme d'ailleurs tous les courants contemporains des peintres plus jeunes) l'angoisse des suites et des désillusions.

Enfin, les toutes dernières années de l'artiste sont une apothéose dont la joie de vivre est retrouvée dans cette domination intellectuelle et morale de la vie acceptée dans la richesse de ses contradictions, acceptation qui est celle des « grands vieux ». En cette année Victor Hugo, comment ne pas comparer les deux géants, tous deux si précoces, tous deux de si verte vieillesse, tous deux universalistes et couvrant leur siècle, tous deux ne laissant à leurs successeurs que l'obligation d'une nouvelle rupture esthétique et d'un renouvellement global.

Le vieux Picasso, non seulement ne donne pas de signes de faiblesse, mais atteint le sommet de son art, ce dont témoignent des œuvres comme *le Jeune Peintre* ou *le Vieil Homme assis*, prodigieux d'enracinement terrestre et d'intensité humaine.

Un art de synthèse

Un autre aspect stupéfiant de Picasso, c'est que sa radicale modernité est en même temps synthèse de tout l'art de tous les temps. En lui, tout aboutit, se fond, éclairant ce que notre humanité du xxe siècle — dans sa part la meilleure tout au moins — est résultante de tous ces siècles et millénaires que nous interrogeons plus que les époques passées ne le faisaient.

L'animalité — si omniprésente dans l'œuvre de Picasso — a la force vitale de celle des peintures rupestres, c'est-à-dire des temps où l'homme se séparait peu de la nature. Il a renouvelé,

réinventé la poterie anthropomorphe de la protohistoire. La Grèce dyonisiaque comme apollinienne sous-tend toute sa démarche, pourtant apparemment si loin des « classicismes ». Le contrepoint - dans le musée - des masques africains et des sculptures océaniennes soulignent la leçon qu'il en a reçu, assimilée et fondue avec celle du roman catalan. Seul il alterne et mêle pureté et même ascétisme « classique » avec la baroquisme le plus « barbare ». Le plus saisissant de cet éventail de son être n'est-il pas dans cette pratique des « états » de ses gravures ou lithographies qui vont du réalisme le plus expressionniste à l'abstraction de « signes » semblables aux vieux hiéroglyphes égyptiens. En bon Espagnol, enfin, il fait écho à tout l'art ibérique et le prolonge, ce qui ne l'empêche pas, maître suprême de l'« école de Paris », parti de Toulouse-Lautrec, Gauguin et Cézanne, de finir par un travail incessant sur Manet.

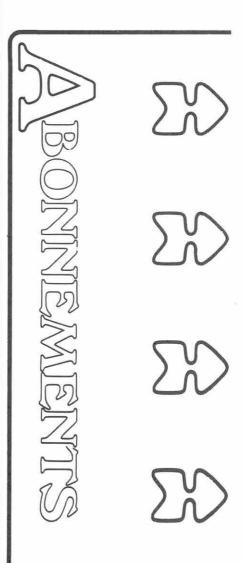
L'espace qu'il a couvert explique la révolte qu'il a suscitée chez certains artistes plus jeunes, excédés de son ombre portée.

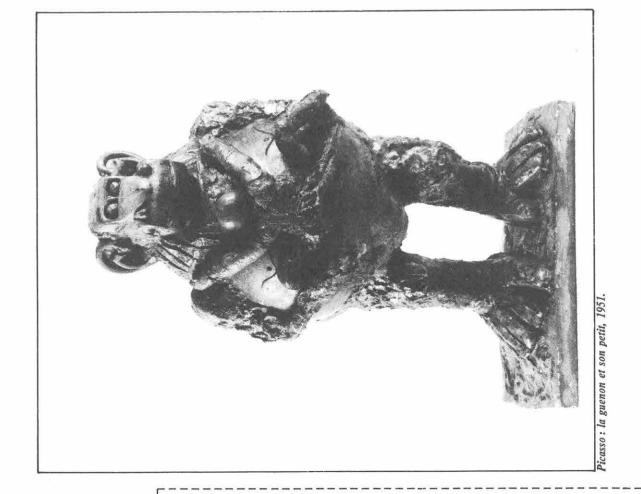
Le musée a récupéré la donation de la collection personnelle du peintre, qui était jusqu'ici exposée au Louvre. Elle montre bien qu'étant très grand Picasso n'avait aucun besoin de s'opposer à personne. Par ailleurs, ses choix sont révélateurs. Les tableaux qu'il possédait sont parmi les meilleurs de ses contemporains (par exemple, Derain ou l'exceptionnel Van Dongen).

La formule d'un musée consacré à un peintre (ou regroupant l'essentiel de ses œuvres majeures) est sans doute la meilleure en notre temps de voyages rapides et relativement faciles. Elle permet une vision d'ensemble d'une œuvre qui est toujours une unité et évite le sentiment de frustration des pièces isolées qui la mutilent.

En dehors des œuvres de jeunesse qui sont au musée de Barcelone, Paris a maintenant pour Picasso un tel musée comparable — et sans doute encore supérieur — à celui du Van Gogh à Amsterdam. Il peut d'ailleurs être complété, pour la fameuse « période rose » par les œuvres de la collection Walter-Guillaume, au musée de l'Orangerie. Les dessins et documents, fragiles, seront exposés par roulement, ce qui devra provoquer le retour des passionnés.

Un tel musée est voué au succès. Ce sera, on peut l'espérer, sur l'art moderne une voie d'accès incitant à l'ouverture en même temps qu'à la lucidité.



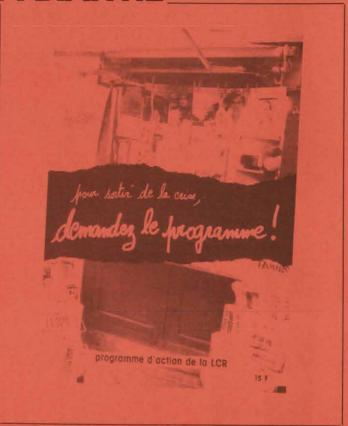


ABONNEMENT A DOMICILE Nom:..... FRANCE DOM-TOM ETRANGER Prénom : ... 1-AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste Adresse: 450 F 500 F 2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros 160 F | Formule choisie: 3-CONNAITRE LE MENSUEL Réglement à l'ordre de PEC **CRITIQUE COMMUNISTE** 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél: 859 00 80 150 F 170 F 1 an = 11 numéros

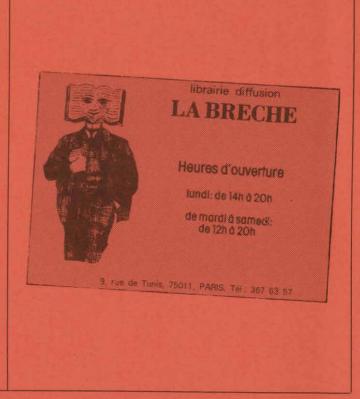


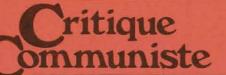
VIENT DE PARAITRE-











Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC Rédaction et administration : 2, rue Richard Lenoir. 93100 Montreuil-sous-Bois. Tél : 48.59.00.80

Directeur de la publication : Christian Lamotte, Imprimerie Rotographie, ISSN : 0759-0989 N° : 56 551